Tendances lait et viande

La lettre de conjoncture - cne - Institut de l'Élevage (peb)

Consultable sur le site web de l'Institut de l'Élevage : www.idele.fr

Février 2018
Numéro 287
Rédaction achevée le 12 février 2018

REGARDS sur les MARCHÉS

viande bovine

Jeunes bovins

France, baisse saisonnière prononcée
Europe, baisse saisonnière des cours amorcée

Femelles

France, le bond des abattages pèse sur les cours
Europe, les cotations se resserrent

Maigre

Retard des naissances ou décapitalisation ?

Veaux de boucherie, début d'année équilibré

Veaux nourrissons, hausse saisonnière marquée

le chiffre du mois

+4,8%

c'est la hausse au 4ème trimestre 2017 de la collecte laitière de l'UE-28, qui progresse ainsi de plus de 2% /2016 en cumul annuel.

lait de vache

- Collecte : l'UE au cœur de l'équilibre offre/demande mondial
- Marchés des produits laitiers : contraste persistant
- Consommation de produits laitiers déprimée en France

viande ovine

- 2017 : un bilan mitigé pour la France
- 2018 : un début d'année moins encombré qu'en 2017

lait de chèvre

- Des disponibilités abondantes grâce aux importations

zoom

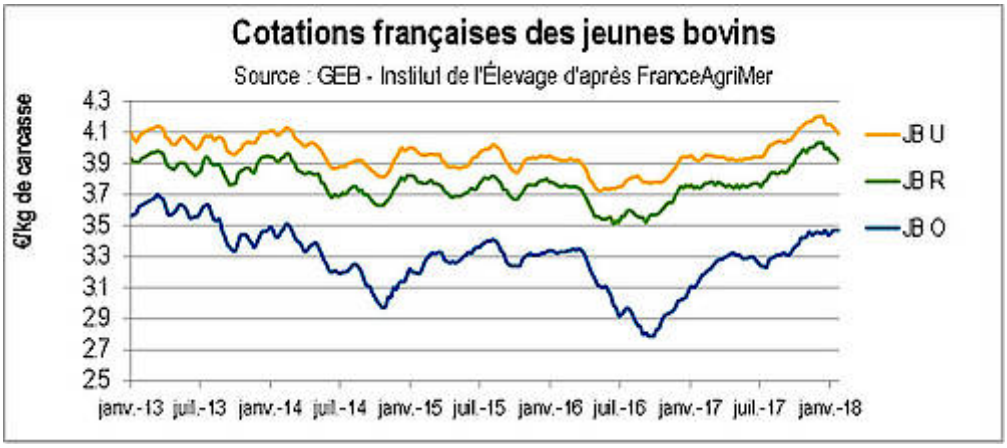
Prévisions 2018 : nouveau tassement pour la production française de viande bovine

Jeunes bovins en France : baisse saisonnière prononcée

Dans le sillage des prix allemands, les cours des JB français de race à viande suivent une baisse saisonnière relativement rapide.

Baisse des cours en race à viande

Les cours des taurillons bien conformés sont en baisse depuis le début de l'année, alors même que les effectifs abattus sont moindres en France. La baisse saisonnière rapide en Allemagne participe certainement à cette pression sur les cours, de même que l'abondance des génisses et des vaches allaitantes en France. La cotation du JB U a perdu 6 centimes en un mois, à 4,09 €/kg de carcasses (+4% /2017 ; +4% /2016). Celle du JB U a cédé 8 centimes, à 3,92 €/kg (+5% /2017 ; +4% /2016). Les JB les moins bien conformés bénéficient d'une situation plus favorable sur le marché des réformes laitières. La cotation du JB O a même gagné 3 centimes sur le mois de janvier pour remonter à 3,47 €/kg (+10% /2017 ; +5% /2016).



Des sorties limitées, car en partie retardées

Sur les 4 semaines finissant le 4 février, les abattages de jeunes bovins de type viande ont reculé de 7% par rapport à 2017 d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev et ceux de JB laitiers de 6%.
La baisse des abattages de mâles laitiers correspond à une baisse des disponibilités. En effet, le nombre de mâles laitiers âgés de 18 à 24 mois le 1er janvier en BDNI était en baisse de 5% par rapport à 2017.

Les effectifs de mâles allaitants sont en revanche plus importants (+6% /2017 pour les mâles de type viande de 16 à 20 mois au 1er janvier 2018). L'encombrement du marché par les génisses et les vaches de réforme participe certainement à ralentir les sorties de JB, en moyenne plus âgés de 6 jours par rapport à ceux abattus en janvier 2017.

+1% pour les exportations de viande fraîche et congelée en 2017

En 2017, les exportations françaises de viande bovine réfrigérée et congelée ont atteint 242 000 téc, soit +1% /2016, d'après les Douanes françaises. La baisse des ventes vers les clients traditionnels - Italie (-5% à 77 000 téc), Allemagne (-2% à 47 000 téc) et Grèce (-6% à 45 000 téc)- a été compensée par des expéditions haussières vers les clients secondaires (Turquie, Royaume-Uni, Espagne, Belgique, et dans une moindre mesure Algérie et Tunisie).

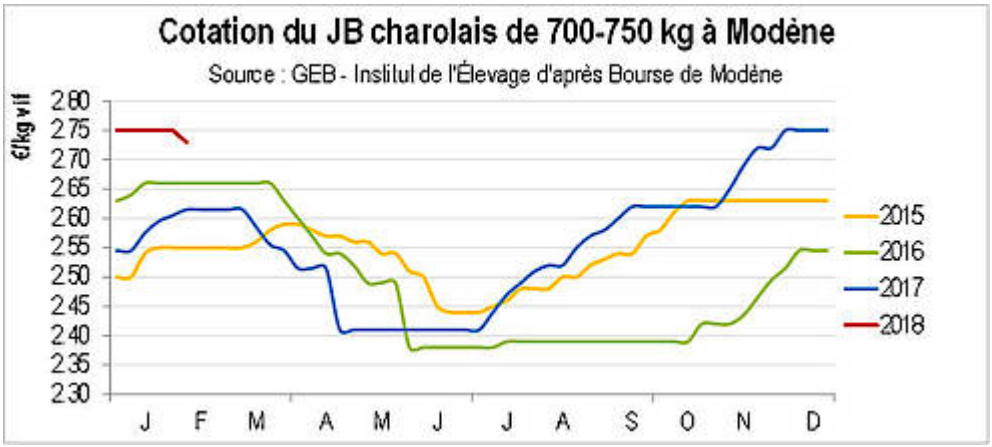
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

Jeunes bovins en Europe : baisse saisonnière des cours amorcée

La baisse saisonnière des cours a démarré en Allemagne et en Italie. En revanche, les prix restent bien orientés en Pologne. En 2018, le marché européen pourrait s'alourdir légèrement, avec plus d'animaux finis en Italie et en Pologne, ce qui compenserait largement les baisses prévues en Allemagne et en France.

Italie : début de baisse saisonnière des prix

En **Italie**, les prix ont amorcé leur baisse saisonnière. La cotation du JB charolais de 700-750 kg à Modène, qui était stable depuis début décembre, a perdu 2 centimes début février. A 2,73 €/kg vif, elle reste toutefois supérieure à celle des années précédentes (+4% /2017 et +3% /2016).



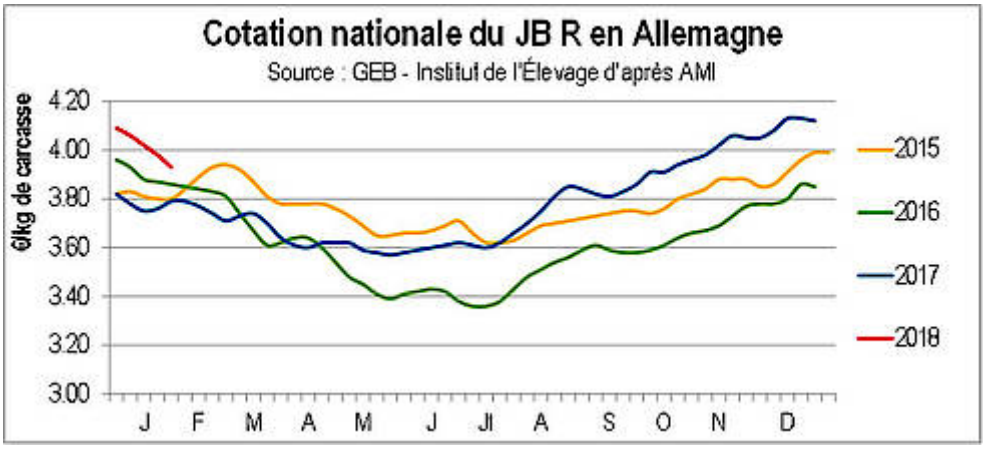
Ce haut niveau des cours est le résultat d'un regain d'optimisme en Italie. La consommation de viande bovine est en effet repartie à la hausse grâce à la reprise économique dans le pays. Le panel Ismea-Nielsen a enregistré une progression des achats de viande bovine par les ménages en 2017, de +0,8% en volume et +2,3% en valeur.

Ces signaux positifs ont incité les engraisseurs à augmenter les mises en place. D'après la BDNI italienne, au 31 janvier 2018 le nombre de bovins mâles âgés de 1 à 2 ans a bondi de 7% d'une année sur l'autre, à 446 000 têtes (+29 000 têtes), alors que les effectifs dans la tranche d'âge inférieure étaient un peu moindre (-1% ou -6 000 têtes pour les mâles de moins d'un an). Les femelles sont également plus nombreuses (+29 000 têtes pour les femelles de 1 à 2 ans). Cette offre supplémentaire devrait réduire fortement les besoins en viande bovine importée en 2018. La France et la Pologne devront donc continuer de diversifier leurs débouchés.

Allemagne : Consommation toujours en hausse

En Allemagne, le report de consommation de la viande porcine vers la viande bovine s'est poursuivi en 2017. Le dynamisme économique, l'accueil de réfugiés et la mauvaise image santé de la viande porcine en sont les principales causes. D'après le panel Gfk, les achats de viande bovine par les ménages ont bondi de 10,5% /2016 en 2017, alors que ceux de viande porcine ont reculé de 6,6%.

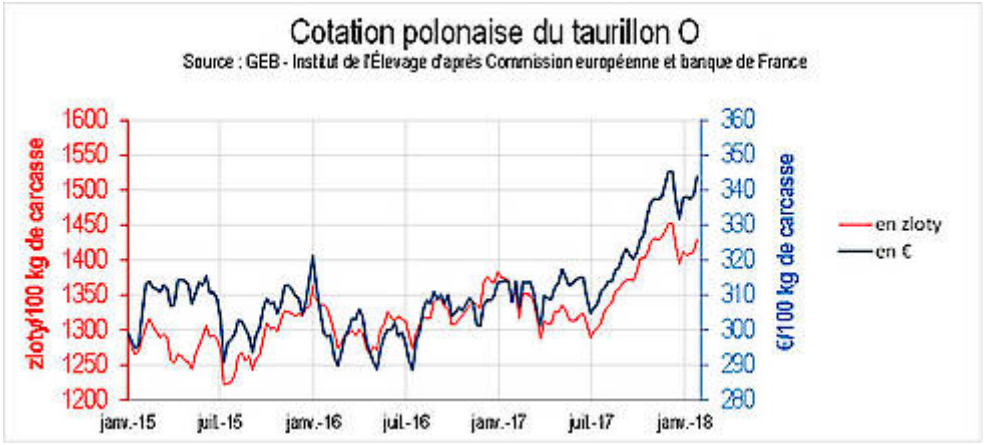
Les prix des taurillons ont toutefois amorcé leur baisse saisonnière dès le début de l'année, la consommation se tournant davantage vers la viande transformée après les fêtes de fin d'année en attendant la saison des grillades. La baisse est relativement marquée, en raison de sorties conjoncturellement nombreuses : les abattages de taurillons étaient en hausse de 8% sur les 5 premières semaines de l'année. La cotation du JB U a perdu 19 centimes en 1 mois pour tomber à 3,99 €/kg début février, mais reste supérieure à son niveau des années précédentes (+4% /2017 ; +2% /2016). Celle du JB R a perdu 16 centimes, à 3,93 €/kg (+4% /2017 ; +2% /2016), et celle du JB O 8 centimes à 3,64 €/kg (+6% /2017 ; = /2016).



Le marché allemand devrait s'alléger prochainement. En effet, l'enquête cheptel de novembre 2017 enregistrait une baisse de 2,4% du nombre de mâles de 1 à 2 ans, à 930 000 têtes.

Pologne : prix en hausse

En **Pologne**, les prix se tiennent bien en zloty comme en euro. Ils ont décroché mi-décembre, après avoir atteint un record, mais sont remontés courant janvier. Le JB O polonais cotait 14,30 zlotys/kg de carcasse fin janvier (+7% /2017), soit 3,44 €/kg (+12% /2017), une partie de la hausse en euros étant imputable au renforcement du zloty.



En novembre, 81 000 mâles non castrés ont été abattus en Pologne (+17% /2016). Selon nos estimations, la production polonaise de viande bovine aurait totalisé 560 000 téc en 2017 (+12% /2016). La progression atteint +51% par rapport à 2012.
Les exportations auraient totalisé 486 000 téc en 2017 (+14% /2016). Les ventes ont progressé vers les principaux clients : +10% vers l'Italie, +12% vers l'Allemagne, +5% vers les Pays-Bas, +26% vers l'Espagne, +20% vers le Royaume-Uni et +15% vers la France. Au premier semestre 2018, la production polonaise de taurillons sera de nouveau en hausse. En effet, l'enquête cheptel de juin 2017 dénombrait 881 000 mâles de 1 à 2 ans, soit 82 000 têtes de plus qu'en 2016 (+10%).

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

Femelles en France : le bond des abattages pèse sur les cours

Les sorties de femelles, allaitantes comme laitières, ont été très dynamiques en janvier alors que la demande reste globalement en retrait. Cette offre fait pression sur les cotations et retarde leur hausse saisonnière.

Abattages dynamiques en début d'année

La baisse du cheptel de vaches allaitantes s'accentue (-2,4 % /2017 au 1er janvier, soit -96 000 têtes). Cette décapitalisation du cheptel allaitant engendre un surplus important de réformes sur le marché. En janvier, le nombre de vaches de type viande abattues a bondi de 12% /2017 selon l'indicateur mensuel de Normabev.

Les abattages resteront dynamiques sur les prochains mois d'autant que des files d'attente se sont constituées. En effet, les vaches sont en moyenne un peu plus âgées (93 mois contre 92 mois l'an dernier) et les carcasses un peu plus lourdes qu'2017 (+5kg, à 419 kg). Leur poids se rapproche du record atteint en 2016 (420 kg), alors que le marché était complètement engorgé.

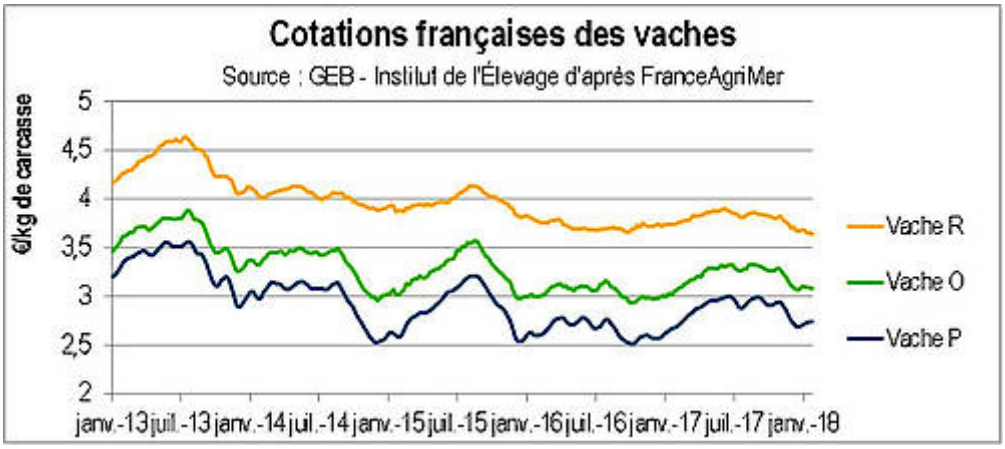
Du côté des femelles laitières, les abattages de vaches sont en hausse (+5% /2017), pour totaliser 101 000 têtes au mois de janvier d'après Normabev.

L'érosion du cheptel laitier persiste. L'effectif de vaches laitières présentes au 1er janvier enregistrait une baisse annuelle de -0,8%, tout comme celui de génisses amouillantes de 18 à 24 mois (-0,6% /2017, soit -3 000 têtes).

Les cours des femelles sous pression

Les cours des femelles allaitantes et laitières pâtissent de fortes disponibilités et d'une demande morose. Le cours de la vache R a perdu 6 centimes sur les 4 semaines de janvier pour tomber à 3,62 €/kg de carcasse en fin de mois (-3% /2017).

La reprise des abattages de réformes laitières fait pression sur les cours des femelles moins bien conformées et retarde la hausse saisonnière. Les cotations des vaches O et P ont cédé respectivement 2 et 1 centimes à 3,08 €/kg (= /2017) et 2,73 €/kg (+1% /2017).



Achats des ménages : petite baisse en 2017

En 2017, les achats de viande de gros bovins mesurés par le panel Kantar sont en baisse en volume (-1,1% /2016), mais presque stables en valeur (-0,1%). Le bœuf a mieux résisté que le porc, l'agneau ou le veau (-4%). Les achats des ménages ont privilégié les morceaux à mijoter et le haché, plus accessibles que les morceaux à griller ou rôtir. Ainsi, la consommation de viandes piécées a chuté (-2%). Celle de viande hachée fraîche est quasiment stable (+0,2%), de même que le prix d'achat à 10,81 €/kg en moyenne.

La toute dernière période de l'année a été très positive pour la vente de viande bovine (+7% en volume).

Sursaut des importations fin 2017

D'après nos estimations, les importations françaises de viande bovine se seraient stabilisées en 2017. D'un côté l'érosion de la demande intérieure et l'obligation d'étiquetage de l'origine des viandes des plats préparés incitent les GMS à renationaliser leur approvisionnement. D'un autre côté, les abattages importants dans certains États-membres et une consommation intérieure redevenue plus dynamique ont relancé les importations en toute fin d'année.

Sur l’année, seuls les volumes importés d’Irlande (+1%) et de Pologne (+16%) ont progressé. Ces deux pays ont en effet vu leur production progresser nettement en 2017 (+6% pour l’Irlande et +12% pour la Pologne). Toujours mieux préparée, la viande polonaise continue de monter en gamme et de percer sur les différents marchés européens : elle s’affirme comme une origine de premier plan grâce à des prix qui restent compétitifs.

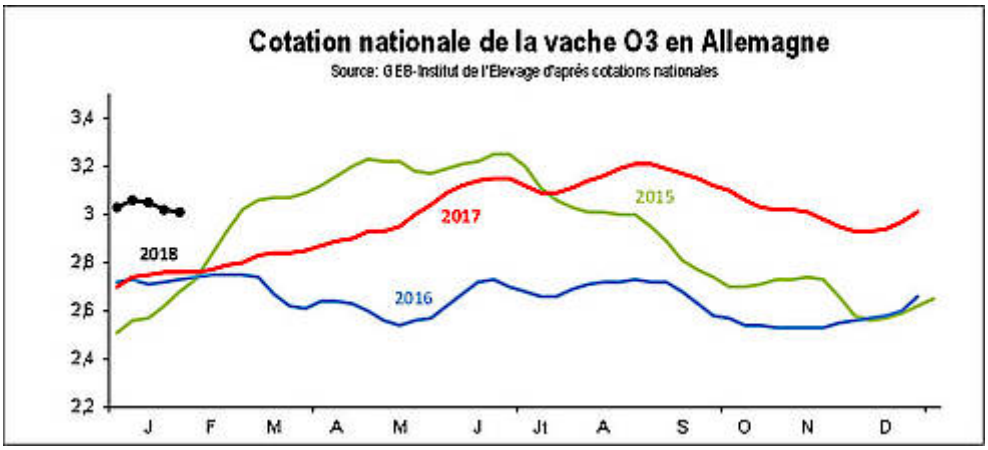
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

Femelles en Europe : les cotations se resserrent

Les cotations se contractent dans certains pays membres de l'UE : en Irlande, en raison de l'afflux des sorties alors que c'est la demande en viande transformée (moins rémunératrice que les morceaux nobles) qui impactent les cotations en Allemagne. A l'inverse, le repli de l'offre et une demande dynamique soutiennent les prix au Royaume-Uni, alors qu'en Pologne ils se maintiennent grâce à une meilleure valorisation de la viande sur le marché européen.

Allemagne : des sorties de réformes en baisse

Selon l'indicateur AMI, l'effectif de vaches abattues sur les 4 premières semaines de janvier étaient en légère baisse (-1% /2017), ce qui permet d'équilibrer le marché. D'après les experts AMI, la demande est moins virulente en janvier et surtout orientée vers la viande transformée et du haché à des niveaux de prix plus faibles. D'après le panel Gfk, les achats de viande hachée mélangée (bœuf/porc) par les ménages en 2017 ont progressé de 5,5% en volume et +7,1% en valeur par rapport à 2016.
Ceci se traduit par une légère contraction des cotations de vaches allemandes. La vache R a perdu 5 centimes en un mois à 3,93 €/kg, mais reste largement supérieure à son niveau des années précédentes (+11% /2017). La vache O a perdu 2 centimes, à 3,01 €/kg (+12% /2017).



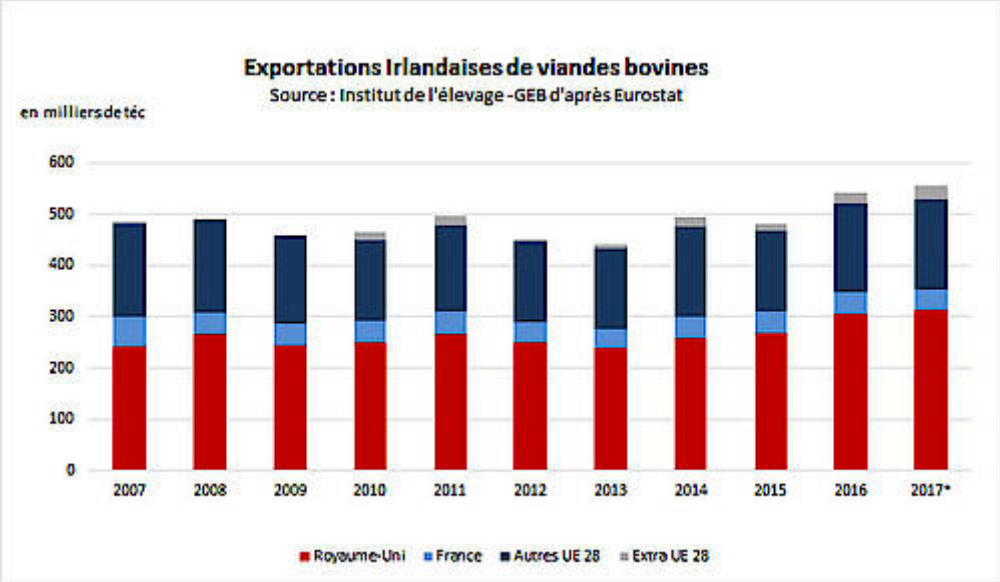
Irlande : des abattages dynamiques en début d'année

Dans le prolongement de l'année 2017, les abattages de gros bovins ont été dynamiques en janvier 2018. Les effectifs de gros bovins abattus ont progressé de 4% (+2% pour les vaches, +8% pour les génisses, +1% pour les bœufs et +4% pour les JB).

La cotation de la vache O a perdu 4 centimes, à 3,24 €/kg de carcasse. Elle reste nettement au-dessus de son niveau de l'année passée (+8% /2017 semaine 5). Le cours de la génisse R a perdu 10 centimes à 3,96 €/kg (+3% /2017) et celui du bœuf R 10 centimes également à 3,84 €/kg (+3% /2016).

La hausse des exportations, surtout vers le Royaume-Uni, a tiré les cours irlandais, malgré la dépréciation de la livre sterling.

Au total, d'après nos estimations,les exportations irlandaises de viande bovine auraient crû de 2% /2016, à 554 000 téc et de 5% en valeur.



Royaume-Uni : repli de la production

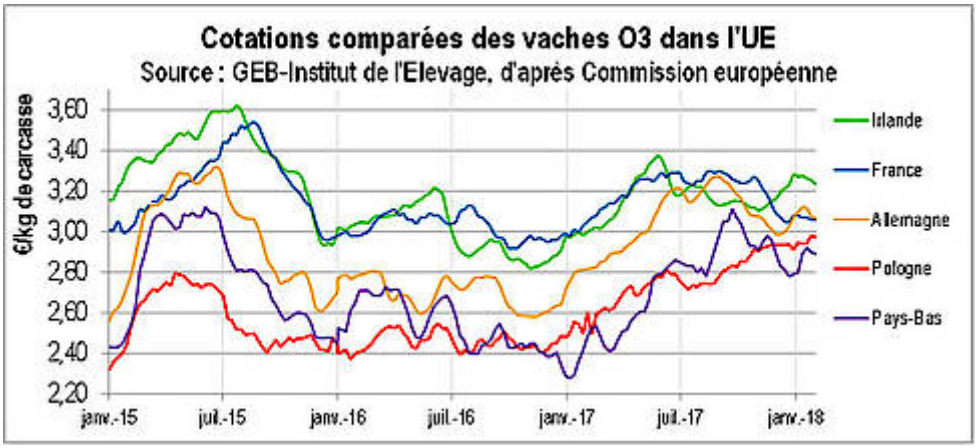
Au **Royaume-Uni**, sur l'année 2017, les effectifs de gros bovins abattus ont été à peine stables (-1% /2016), à 2,63 millions de têtes, avec des évolutions contrastées entre les catégories. Les abattages de bœufs et génisses ont progressé, respectivement de +1% et +0,5%, mais ne compensent pas les moindres effectifs abattus de vaches (-3%) et de taurillons (-9%) d'après DEFRA.

Par ailleurs, la consommation de viande bovine par les ménages a été au beau fixe : +2% /2016 en cumul de 52 semaines finissant le 4 décembre.

Ainsi, le repli de l'offre de réformes et la fermeté de la demande intérieure ont participé à soutenir les cours en 2017. La vache R cotait 3,37 €/kg de carcasse en semaine 5, (+8% /2017). En revanche, les fortes disponibilités en bœufs et génisses ont pesé sur les cours des *young cattle*. La cotation du bœuf et de la génisse R, respectivement à 4,14 €/kg et 4,15 €/kg, ont cédé 1% en 2017 d'une année sur l'autre.

Pologne : les prix polonais rattrapent les prix européens

2017 marque une nouvelle hausse de la production polonaise, d'après nos estimations. A 317 000 téc, les taurillons abattus ont bondi de 16%, tout comme ceux des génisses, à 81 000 téc. Les abattages de vaches ont atteint 159 000 téc (+3% /2016).



Ceci ne semble pas peser sur les cours. Au contraire, la viande polonaise profite d'une meilleure valorisation sur le marché européen, pour rattraper les cotations des autres États membres. Ainsi, la cotation polonaise de la vache O a atteint 2,97 €/kg de carcasse (+14% /2017) en semaine 5, soit 11 centimes de moins que la cotation de la vache O3 française.

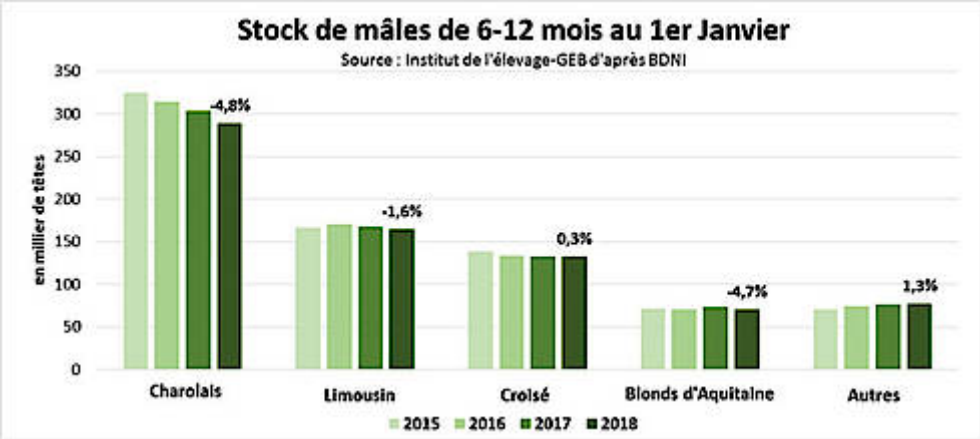
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

Bovins maigres : retard des naissances ou décapitalisation ?

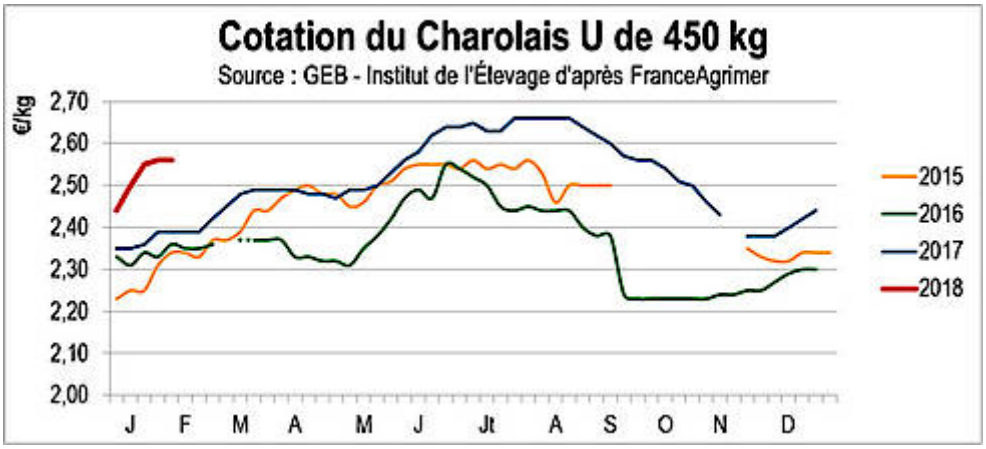
Le marché des broutards est déjà très tendu en ce début d'année. Faute de disponibilités les prix des Charolais et des Croisés battent des records. La baisse des naissances reste impressionnante et ne s'est pas atténuée en décembre.

Les Charolais manquent pour l'export

En race charolaise les naissances sont en recul depuis début 2016. Au premier semestre 2017 déjà les broutards charolais manquaient face à une demande dynamique à l'export. La situation est encore plus tendue cette année, après un nouveau recul des naissances au 1er semestre 2017 de 5% /2016. Au 1er janvier 2018, les effectifs de mâles charolais de 6-12 mois étaient inférieurs de 4,8% /2017 et de 8% /2016. La baisse des effectifs sur cette tranche d'âge est moins nette pour les autres races.



En face, la demande italienne demeure dynamique, tirée par des prix du JB qui restent élevés (voir article « JB en Europe »). Il en résulte un marché tendu avec des cotations haussières : en semaine 5 le broutard charolais U de 300 kg cotait 2,84 €/kg (+8% /2017) et le Charolais U de 450 kg atteignait 2,56 €/kg (+7% /2017), des niveaux inédits à cette période de l'année. Le manque de Charolais tire également vers le haut les cotations des Croisés qui dépassent en semaine 5 leur haut niveau de 2017, à 2,77 €/kg (+1% /2017).



Enfin, les prix des Limousins, dont les stocks sont équivalents d'un hiver à l'autre (-0,3%), sont stables. En semaine 5 le limousin E de 300 kg cotait 3,00 €/kg soit +1% /2017 et =/2016.

Le sérotype 4 de la FCO pénalise l'export

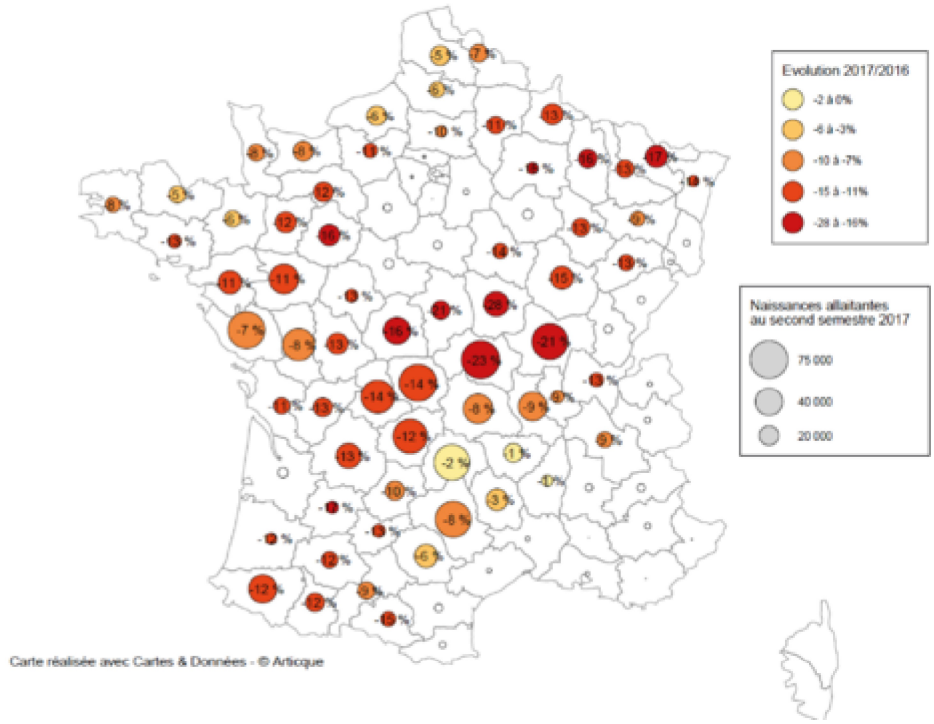
L'ensemble du territoire français est désormais considéré comme non indemne du sérotype 4 de la FCO. Ceci n'est pas un problème pour l'export vers l'Italie et l'Espagne grâce à des accords bilatéraux. L'Italie, qui est infestée par le sérotype 4, accepte donc les animaux sans contrainte particulière et l'Espagne accepte les animaux sous réserve d'une PCR négative et d'une désinsectisation.

L'impact de la FCO est en revanche très important pour les destinations d'export secondaires. Les pays indemnes de sérotype 4 (Allemagne, Pays-Bas, Maghreb) et ceux en processus d'éradication (Roumanie, Grèce) exigent en effet des animaux vaccinés, rares sur le marché. Cet obstacle augmente la dépendance de la filière française à ses débouchés italiens et espagnols.

Retard des naissances ou décapitalisation ?

Le 2nd semestre 2017 a été marqué par une impressionnante chute des naissances de veaux de races allaitantes qui touche toutes les races et la plupart des bassins de production. Au second semestre 2017, les naissances ont chuté de 12% /2016, soit -207 500 veaux nés. Les départements les plus affectés sont la Nièvre (-28%), l'Allier (-23%) et la Saône et Loire (-21%). On enregistre des chutes de naissances marquées dans tous les départements en dehors du sud Massif central qui est relativement épargné : Haute-Loire (-1%), Cantal (-2%), Lozère (-3%).

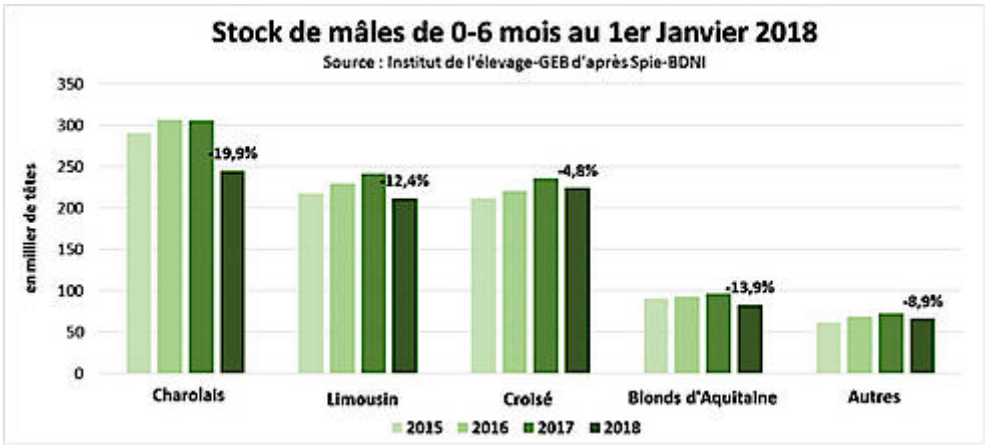
Evolution des naissances allaitantes en France métropolitaine au 2nd semestre 2017
Source : Institut de l'élevage GEB d'après Spie-BDNI



Le diagnostic précis de ce décrochage des naissances est difficile à établir. Il tient en partie seulement à la décapitalisation en cours du cheptel. Le nombre de vaches n'a reculé « que » de 2,4% en 2017. D'après les professionnels, les cheptels allaitants auraient connu durant l'hiver 2016/2017 une période d'infertilité. Celle-ci aurait plusieurs explications : la mauvaise qualité des fourrages conservés, un épisode épidémique (FCO, grippe ?)… Le tout accentué par la tension des trésoreries qui a pu empêcher les éleveurs de complémenter normalement leurs animaux.

Si la décapitalisation du cheptel est bien limitée à environ 2% du cheptel de mères, les naissances devraient rebondir au 1er trimestre 2018, ce qui confirmerait la période d'infertilité de l'hiver 2017. Une absence de rattrapage des naissances signifierait à l'inverse une poursuite voire une amplification de la décapitalisation.

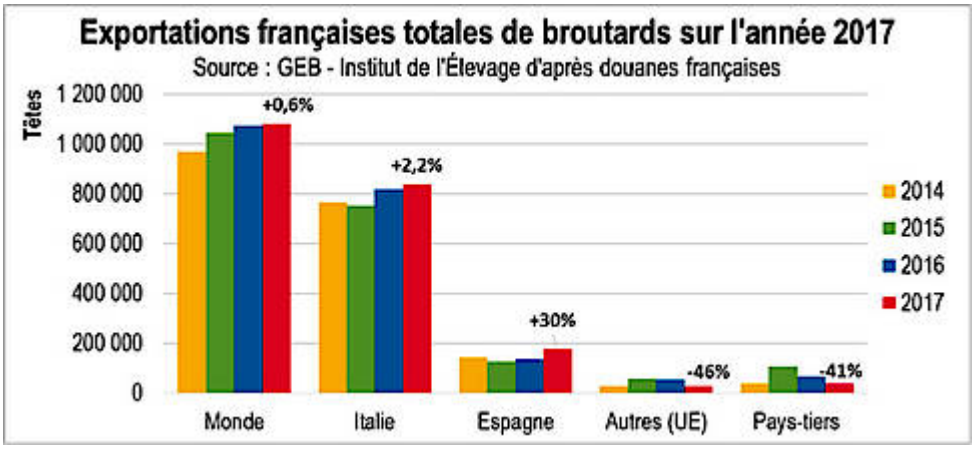
Avec cette chute des naissances, les sorties de broutards devraient être très en deçà de la normale au 2nd semestre. Les stocks de mâles de 0 à 6 mois au 1er janvier 2018 étaient en baisse de 13% /2016.



Export : un mois de décembre en repli

En décembre 2017, les exportations de broutards ont été limitées à 77 000 têtes (-9% /2016 et -13% /2015). Imputable au manque de disponibilités, cette chute est marquée vers l'Italie (54 700 têtes soit -4% /2016) et vers les pays tiers : Algérie et Turquie (3 950 têtes soit -58% /2016). Sur l'année, les exportations françaises de bovins maigres demeurent néanmoins croissantes avec au total 1 078 000 têtes exportées (+0,6% /2016) à 78% vers l'Italie, 16% vers l'Espagne et 4% vers les pays ters. Les exportations française se sont reconcentrées depuis 2 ans sur le marché européen, grâce au développement de l'engraissement en Espagne et à la baisse de la concurrence sur le marché italien.

Au vu des stocks, il semble acquis que les exportations françaises de broutards reculeront en 2018 après 2 années très positives.



L'Irlande se concentre sur la Turquie

En 2017, les exportations irlandaises de broutards ont bondi de +20% /2016, à 59 000 têtes grâce au développement des envois vers la Turquie : 30 500 têtes en 2017 soit +58% /2016. Dans le sillage de la récente visite du ministre irlandais de l'Agriculture en Turquie, la filière espère exporter plus de 50 000 têtes en 2018 sur ce pays, et plus de 80 000 têtes toutes destinations. Les exportateurs irlandais souhaitent notamment pouvoir, comme les exportateurs sud-américains, s'affranchir des négociations avec l'ESK* et traiter directement avec les importateurs turcs.

**l'ESK (Etve Süt Kurumu, Agence du lait et de la viande) est l'Agence d'État qui réalise entre autres les appels d'offre publics pour l'achat de viandes (essentiellement bovines) et d'animaux vivants (bovins, ovins, caprins).*

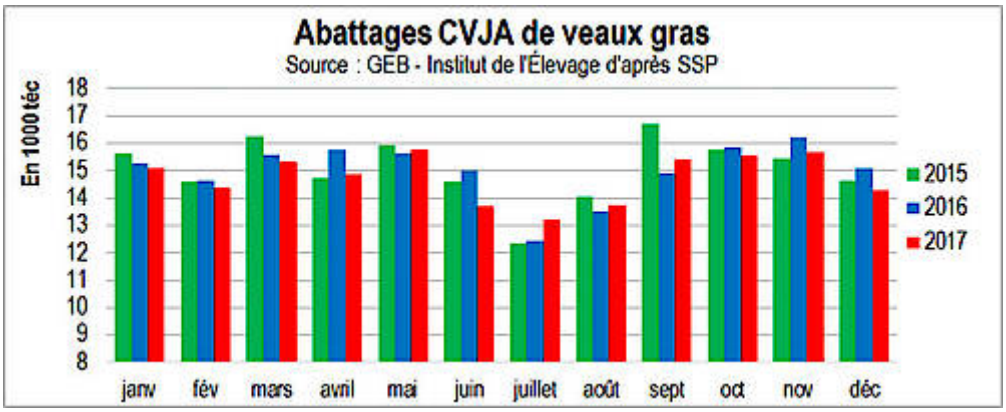
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

Veaux de boucherie, début d'année équilibré

Au niveau européen, l'offre en viande de veau semble satisfaire la demande. La stabilité est de mise sur les différents marchés.

Le mois de décembre 2017 a été marqué par une forte baisse des abattages CVJA de veaux de boucherie en têtes (-6% /2016) comme en volume (-5,5%). Les poids carcasse ont poursuivi leur recul entamé début octobre et terminent l'année à 141 kéc/tête (+0,8% /2016).

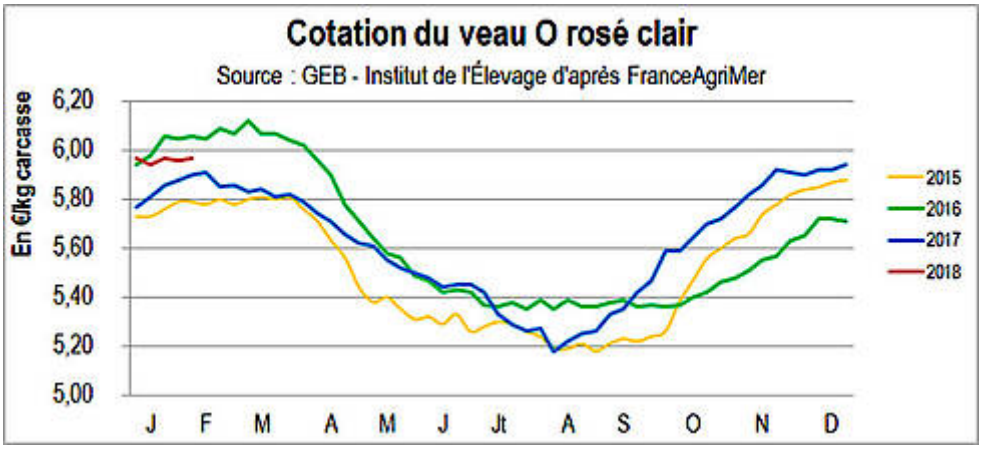
Après deux années de stabilisation puis de hausse, la production française a retrouvé en 2017 sa tendance historique : elle a reculé de 1,6% en volume et de 2,5% en têtes.



Des cours stables en janvier

Les sorties du début de l'année 2018 ont été relativement fluides, tirées par les opérations promotionnelles du Festival du veau qui s'étalent de début janvier à fin février, avec un pic d'activité à cheval entre les deux mois. Si certains opérateurs se disent déçus, d'autres ont pu avancer les sorties d'une semaine sur le planning prévu. Les volumes abattus devraient être légèrement inférieurs à ceux de l'année dernière.

Conséquence de cette situation de marché, la cotation du veau rosé clair O est restée stable sur les 5 premières semaines de 2018, oscillant entre 5,94 € et 5,97 €/kg carcasse, au-dessus du niveau de 2017 (+ 1 % /2016), mais sous celui de 2016 (-1,5%).

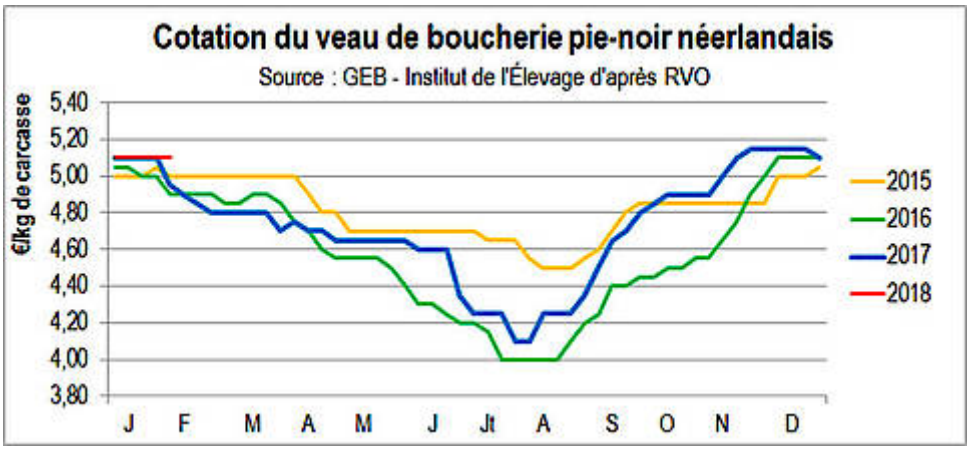


Les sorties de veaux croisés sont toujours importantes début 2018 et leurs cours sont toujours sous pression. Ainsi, malgré une petite hausse de 8 centimes en janvier, la cotation du veau rosé R se situe, à 6,54 €/kg, en deçà de celles de 2017 (-2,5%) et de 2016 (-5 %).

La pression sur les prix des veaux, laitiers comme croisés, devraient s'accentuer avec la fin du festival et le début des vacances scolaires. Mais les intégrateurs peuvent compter sur une baisse du prix de l'aliment d'allaitement. L'IPAMPA veau de boucherie se situe à l'indice 105,5 en décembre 2017, soit en repli de 2 points d'un mois sur l'autre et de 6 points d'une année sur l'autre.

Des cours stables chez les autres grands pays producteurs

Aux **Pays-Bas**, les effectifs disponibles en début d'année sont limités, suite aux abattages importants de la fin de l'année (+18% /2016 en novembre). Les faibles abattages permettent de maintenir les prix à un niveau identique à celui de l'année dernière (5,1 €/kg carcasse) et supérieur de 2% à celui de 2016.



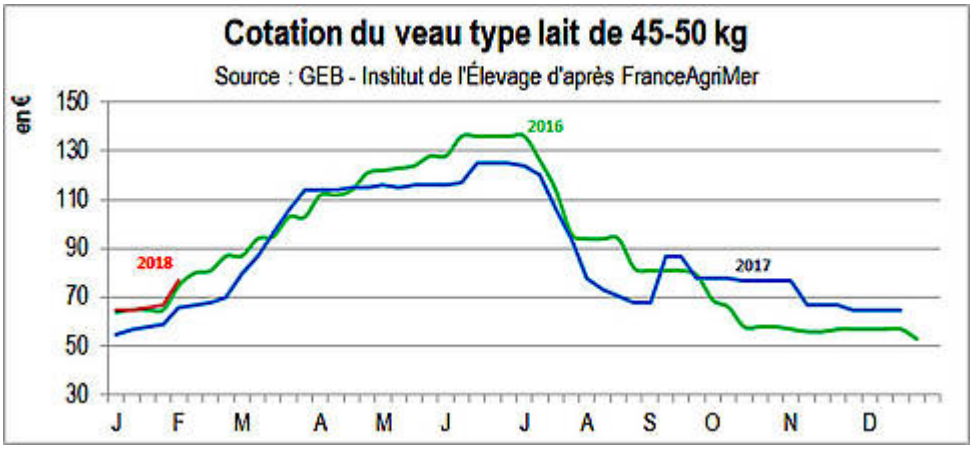
La stabilité semble également de mise en **Allemagne** et en **Italie**. Le prix du veau gras italien se maintient à 5,8 €/kéc en début d'année, proche de son niveau de 2017.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

Veaux nourrissons, hausse saisonnière marquée

La concurrence espagnole ainsi que la baisse des naissances laitières tirent les prix des petits veaux à la hausse en ce début d'année.

Les cours des veaux nourrissons type lait ont connu une hausse rapide en ce début 2017. Gagnant 12 €/tête en 5 semaines, la cotation atteint 77 €/tête début février, un niveau supérieur de 17% à celui de 2017 et de 3% à celui de 2016.



Cette progression s'expliquerait par la forte concurrence des acheteurs espagnols qui n'hésitent plus à renchérir pour acquérir les volumes dont ils ont besoin. La demande ibérique, qui ne cesse de progresser depuis 2014, se porterait maintenant sur les veaux laitiers comme croisés et sur toutes les conformations. Avec 223 000 têtes en 2017 (+39% /2017), les exportations françaises vers l'Espagne ont atteint leur plus haut niveau depuis 2003. Cette concurrence sur le marché des petits veaux est renforcée par la baisse des vêlages de mère laitière amorcée en octobre 2017. En décembre, le recul a atteint près de -4% /2016 pour l'ensemble des veaux de mère laitière. Les naissances de veaux laitiers purs sur le même mois sont en recul de -6% /2016, alors que celles des croisés laitxviande ont progressé de plus de 6%.

Ainsi, malgré des mises en place réduites de manière saisonnière, car correspondant à des sorties du mois de juillet, les intégrateurs bataillent pour trouver les veaux nécessaires. L'importation n'est pas une solution de repli compte tenu des exigences de la distribution pour des veaux nés, élevés et abattus en France. En 2017, les importations de veaux de moins de 80 kg vif ont ainsi reculé de 40% /2016, à 15 000 têtes, leur plus bas niveau historique.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

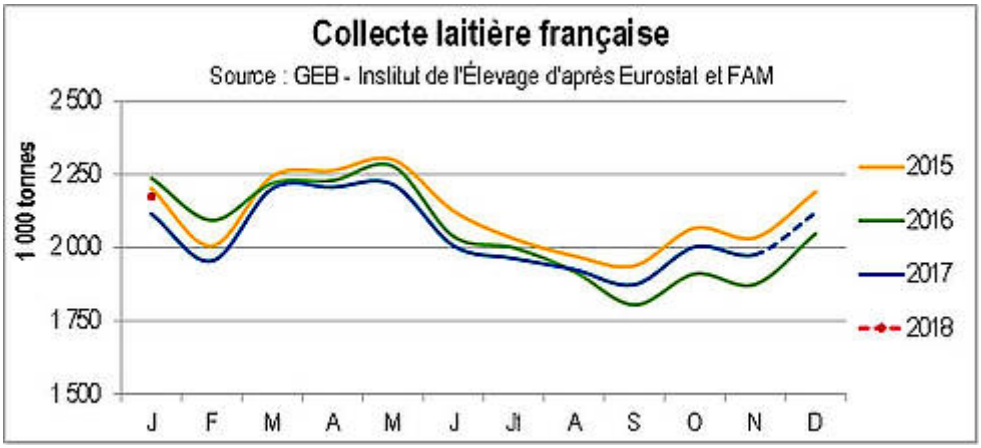
Collecte : L'UE au cœur de l'équilibre offre/demande mondial

Compte tenu du statu quo anticipé aux Etats-Unis et d'une évolution certainement modérée de l'offre océanienne en raison des contraintes climatiques, l'Union européenne sera au cœur de l'équilibre laitier mondial courant 2018. L'offre abondante fin 2017 a pesé sur les cours des commodités et stoppé le redressement des prix du lait qui sont attendus en baisse début 2018.

Redressement -moins vif cet hiver- de la collecte française

La collecte française continue de se redresser, mais la progression est moins marquée depuis décembre. Après avoir bondi de 5% /2016 de septembre à novembre, la hausse aurait été limitée à 3,5% en décembre et moins de 3% sur les premières semaines de janvier, d'après nos estimations basées sur les sondages hebdomadaires de FranceAgriMer. La collecte reste ainsi en deçà des records de l'hiver 2015/2016.

La collecte annuelle 2017 atteindrait 24,56 millions de tonnes, un niveau très proche de celui de 2016 (-0,1% une fois neutralisé l'effet année bissextile), mais inférieur de 3,3% (-811 000 t) au volume record de 2015.



Le cheptel laitier français a été réajusté à la baisse

Relativement préservé jusque début octobre pour profiter d'un prix du lait et d'une arrière-saison favorables, l'effectif de vaches laitières a décroché courant octobre et novembre. Les réformes ont en effet retrouvé les niveaux de 2016 après plusieurs mois de rétention, alors que les entrées en production de génisses ont été nettement moins nombreuses. En décembre toutefois, le cheptel s'est maintenu grâce à un ralentissement des réformes. A 3,75 millions de têtes au 1er janvier 2018, il compte 32 000 têtes de moins qu'en 2017 (-0,8%) et 70 000 de moins qu'au pic atteint en janvier 2015 (-1,8%).

Le cheptel est de plus en plus concentré dans les bassins laitiers les plus denses et ceux où le lait est particulièrement bien valorisé. En effet, la baisse des effectifs d'un an sur l'autre est très marquée dans le Sud-Ouest (-5%), le Sud-Est (-2,2%) et en Charentes-Poitou (-2,0%). Le repli est sensible également en Auvergne-Limousin (-1,6%), mais il est plus modeste dans le Nord-Picardie (-0,9%) et le Grand Est (-0,8%) avec une légère progression en Franche-Comté (+0,1%) porté par le dynamisme des AOP. Parallèlement, le cheptel s'est maintenu en Normandie et a légèrement progressé dans le Grand Ouest (+0,4%) grâce à des hausses marquées en Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique et Mayenne.

Dynamisme de la collecte européenne

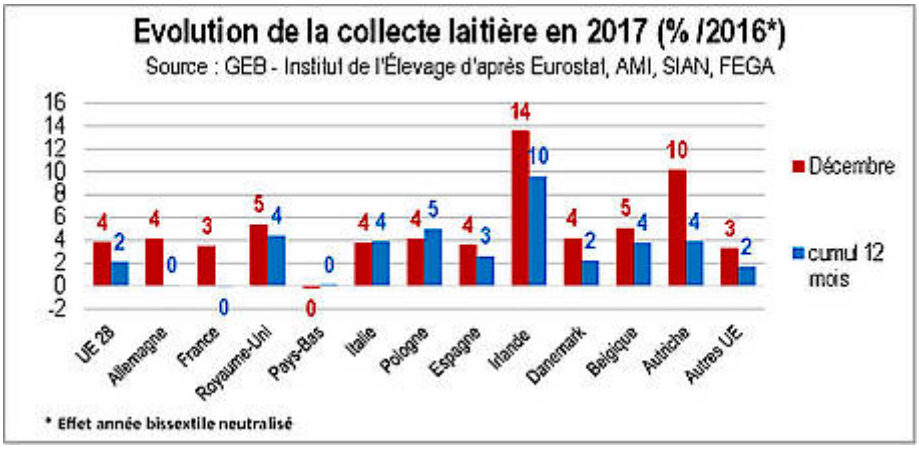
Après s'être progressivement redressée, la collecte européenne est à présent très dynamique. En hausse de 4,8% /2016 sur le 4ème trimestre et encore +3,9% en décembre, elle affiche un volume record. Sur l'ensemble de l'année, elle atteint 155,25 millions t soit 3,1 millions de plus qu'en 2016 (+2,1%, effet année bissextile neutralisé).

Cette hausse est la somme de dynamiques nationales variées. En **Allemagne,** de la même façon qu'en France, la collecte s'est redressée tardivement et le volume cumulé en 2017 demeure en deçà du record de 2015. Le cheptel laitier a toutefois été bien maintenu (-0,4% /2016 en décembre) et la collecte est à présent nettement relancée (+4,1% en décembre et +5,5% début janvier), notamment dans les Lander du Nord-Ouest.

Au **Royaume-Uni**, la collecte a rebondi dès le printemps par rapport au bas niveau de 2016, mais sans excéder le record de 2015. En cumul annuel, la collecte britannique égale quasiment son niveau 2015.

En Irlande, en Pologne, en Espagne, en Italie et au Danemark, la collecte a rebondi très tôt. Aussi bien en fin d'année qu'en cumul sur 2017, elle atteint des niveaux record, supérieur aux deux années précédentes.

Enfin aux **Pays-Bas**, la dynamique de la production est affectée par les mesures de gestion des déjections de phosphate que le pays doit mettre en place sous la menace de ne pas obtenir la prolongation de sa dérogation à la directive nitrates. Après deux années de vive progression, la collecte 2017 n'a pas dépassé son niveau 2016. Le pays affirme avoir respecté son plafond de phosphate en 2017, mais de récentes enquêtes ont mis en lumière des fraudes sur au moins deux volets : l'épandage des lisiers et les effectifs de vaches laitières… La pression réglementaire pourrait donc s'alourdir pour les éleveurs néerlandais.

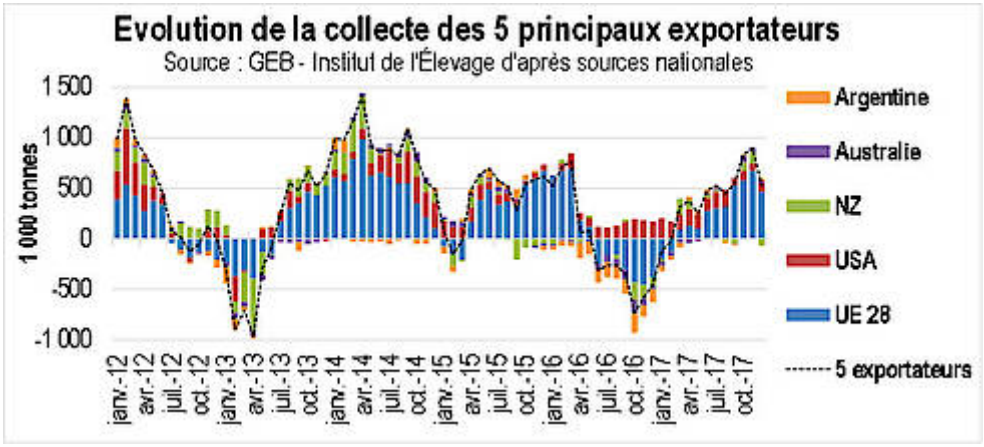


L'évolution de la collecte UE est déterminante sur l'équilibre offre/demande mondial

Aux **États-Unis**, le dynamisme de la collecte s'est quelque peu tassé au 4ème trimestre 2017 (+1,1% /2016), mais l'USDA table sur une hausse plus marquée au 1er semestre 2018 (+1,7% /2017).

En **Océanie** en revanche, un début d'été sec et caniculaire affecte la production fourragère et les rendements laitiers, en particulier dans les zones non irriguées. D'un côté, la reprise de la collecte australienne est ralentie (+2,4% par rapport au très faible niveau en décembre 2016). De l'autre, la collecte néo-zélandaise, qui s'était rapprochée de son record 2015 au début du pic saisonnier, a fléchi en décembre (-2,6% /2017) et Fonterra a sensiblement revu à la baisse ses prévisions pour la campagne 2017-18 (-3% /2016-17).

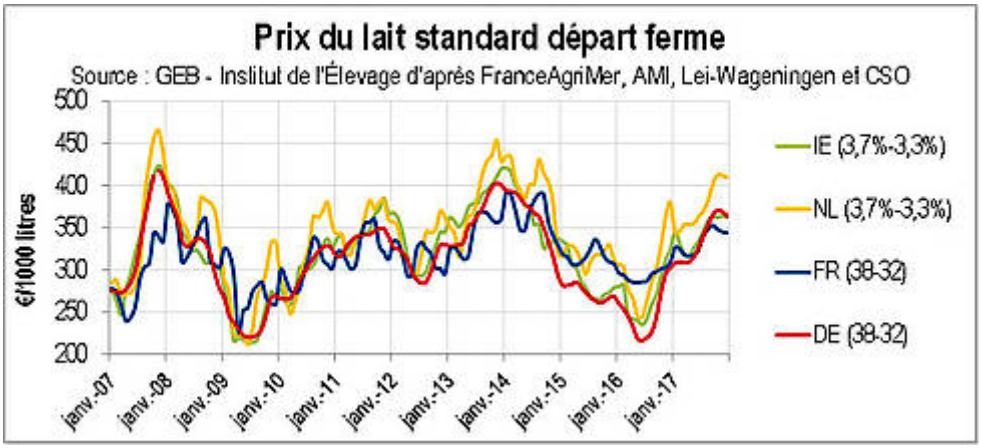
Depuis la fin des quotas, c'est dans l'**Union européenne** que l'ampleur des variations et les volumes supplémentaires de production sont les plus importants. L'UE a clairement un rôle central dans l'évolution de l'offre mondiale et le niveau de la collecte européenne au printemps sera déterminant sur l'équilibre offre/demande et par conséquent sur les prix du lait courant 2018.



Les prix du lait commencent à fléchir

En **Nouvelle-Zélande**, le prix du lait, largement calé sur les cours des commodités sur le marché mondial, a été revu à la baisse en décembre. Fonterra a en effet réduit son prix prévisionnel pour la campagne 2017/18 de 5% à 3,40 NZD/kg MS (255 €/1 000 l de lait standard 38-32 au taux de change actuel), malgré la révision à la baisse de la collecte prévisionnelle.

Aux **États-Unis**, le prix du lait, qui se maintenait depuis août autour de 420 USD/t (360 €/t), a également reculé sensiblement en décembre à 390 USD/t (330 €/t) sous l'effet de la baisse de valorisation à la fois de la matière grasse et des matières protéiques.



Dans l'**UE-28**, après un redressement marqué jusqu'en septembre-octobre, les prix du lait marquent également le pas. Ils n'ont que faiblement reculé en décembre dans les principaux pays laitiers. Mais les premières informations disponibles annoncent des baisses sensibles au 1er trimestre 2018, à l'image de FrieslandCampina dont le prix garanti a chuté de 415 €/t en décembre à 357 €/t en février (lait à 3,47% de protéine, 4,41% de matière grasse et 4,51% de lactose) ou encore d'Arla dont le prix pour les coopérateurs danois recule de 416 €/t en décembre à 370 €/t en février (4,2% de matière grasse et 3,4% de protéines).

En effet, le prix du lait valorisé en beurre et poudre maigre est tombé en janvier à 265 €/t sur le marché européen et 235 €/t sur le marché mondial. De même, le prix du lait sur le marché spot néerlandais (4,4% MG) est remonté début janvier, mais n'excède pas 240 €/t début février, bien en deçà des prix du lait départ ferme.

En **France**, le prix moyen national du lait standard (38-32) toutes primes incluses et toutes qualités confondues a légèrement reculé à 345 €/1 000 l en novembre et il aurait peu évolué en décembre d'après nos estimations. En revanche, les prix annoncés pour le 1er trimestre 2018 sont plutôt en baisse.

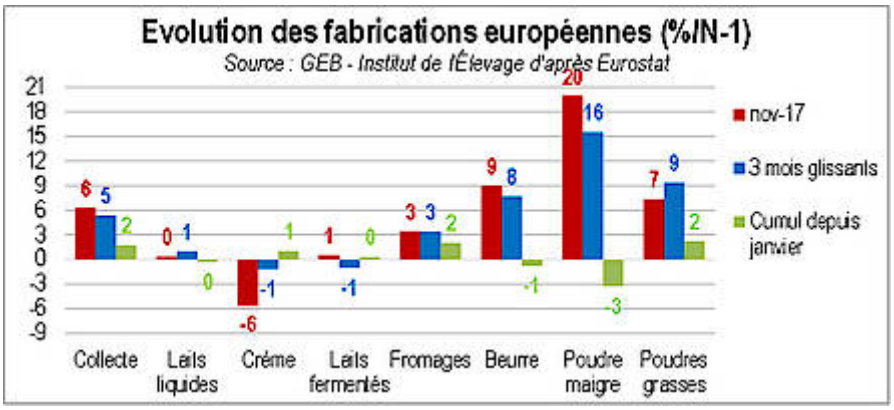
Fin 2017, le prix français était en deçà des prix allemands et irlandais. En moyenne annuelle 2017, ces trois prix sont très proches, autour de 335 €/1 000 l, alors que la France enregistrait un avantage de 45 €/1 000 l sur l'Allemagne et 38 €/1 000 l sur l'Irlande en 2016.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

Marchés des produits laitiers : contraste persistant

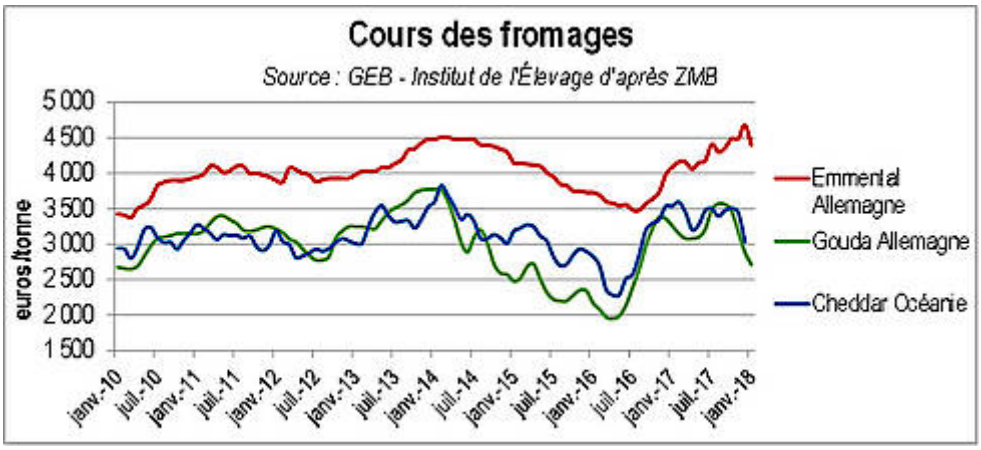
La reprise de la collecte laitière européenne accentue le contraste entre la situation de la matière grasse et celle de la matière protéique. Le marché du beurre parait plus équilibré, mais pourrait se tendre de nouveau au 2nd semestre, tandis que celui des protéines semble durablement déprimé.

Le net rebond de la collecte européenne au 2nd semestre 2017 (+4% /2016 au 4ème trimestre) a relancé les fabrications de beurre, de poudre maigre, mais aussi de poudres grasses. Les fabrications de fromages ont aussi davantage progressé fin 2017, sensiblement plus vite que le rythme tendanciel (+2% /2016), pour satisfaire une demande internationale bien orientée. Les fabrications de produits de grande consommation évoluent diversement : stabilité pour les laits liquides et laits fermentés, fléchissement marqué pour la crème.



Marché des fromages plutôt contrasté

Le dynamisme des fabrications européennes de fromages répond à une demande européenne et internationale plutôt solide. D'un côté, le marché des spécialités fromagères, surtout destinées au marché européen, est robuste. Le cours de l'emmental en Allemagne s'est apprécié tout au long de l'année 2017, à 4 680 €/t en décembre, avant de marquer le pas en janvier 2018, à 4 400 €/t, probablement sous l'effet de la dégradation des cours des fromages commodités. De l'autre côté, le cours du gouda (commodité fromagère) sur le marché de Hanovre a décroché de 850 €/t depuis septembre, dans le sillage du cours du beurre. A 2 710 €/t en janvier 2018, il s'est déprécié de 550 €/t en un an. Il subit de plus un certain tassement de la demande internationale.

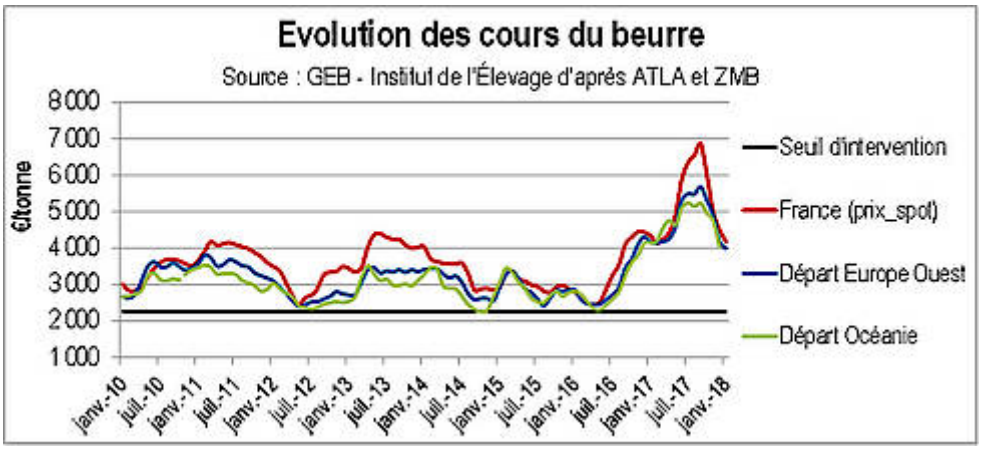


Les échanges internationaux de fromages plafonnent depuis août 2017, après avoir été très dynamiques sur 8 mois (+7% /2016). Les États-Unis et l'Australie ont plutôt accru leurs expéditions mais l'UE-28 et la Nouvelle-Zélande les ont à peine maintenues. Cumulés sur onze mois, les échanges internationaux de fromages ont progressé d'à peine 2% d'une année sur l'autre. Les États-Unis suivis de l'UE-28 ont fourni l'essentiel des flux supplémentaires échangés. En revanche, la Nouvelle-Zélande et l'Argentine ont réduit leurs expéditions, respectivement de -4% et -15% /2016.

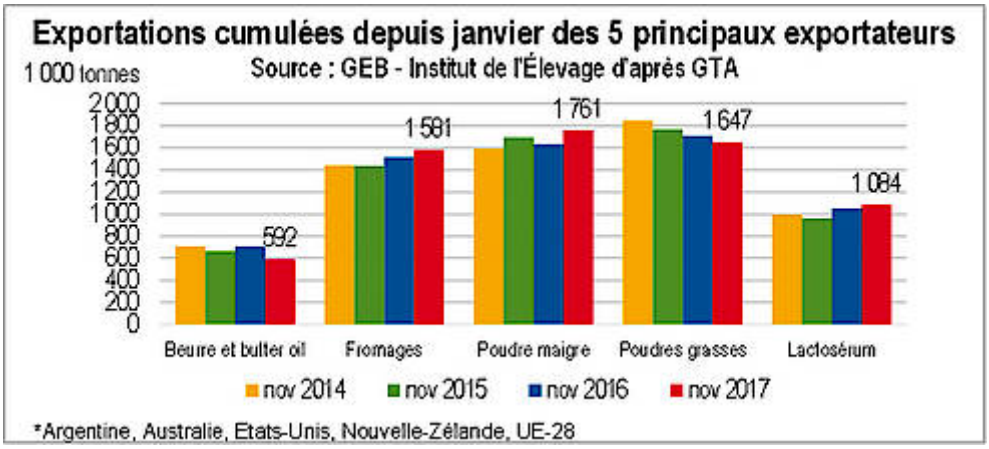
Stabilisation provisoire des cours du beurre

La relance de la collecte européenne et la reprise saisonnière de la production néo-zélandaise ont relancé les fabrications de beurre et ont ainsi détendu le marché des matières grasses laitières qui a retrouvé un meilleur équilibre. En janvier, la cotation ATLA des ventes de beurre sur le marché spot s'est stabilisée à 4 200 €/t, après avoir chuté de 2 700 €/t en 4 mois (-40% /2016). Celle des ventes sous contrat s'est encore dépréciée en janvier.

Ramenée à 4 800 €/t début février, elle se situe encore 600 €/t au-dessus de la cotation spot, après avoir cédé 1 000 €/t depuis son record atteint en octobre. Le prix du beurre exporté d'Europe de l'Ouest sur le marché mondial s'est encore déprécié en janvier à 4 000 €/t, et est désormais aligné sur celui du beurre néo-zélandais.



La reprise des fabrications européennes et océaniennes a probablement animé le commerce international, qui était très ralenti jusqu'en novembre (dernier mois pour lequel nous disposons de statistiques commerciales). Les exportations cumulées sur 11 mois des 5 principaux exportateurs ont reculé de 17% /2016 en volume, en raison de la chute des expéditions de la Nouvelle-Zélande et de l'UE-28, de respectivement -15% et -28%. Malgré les moindres disponibilités, la Chine, la Russie, l'Australie et les Philippines ont accru leurs importations. En revanche, la plupart des pays importateurs, en premier lieu les États-Unis, ont réduit leurs achats extérieurs.



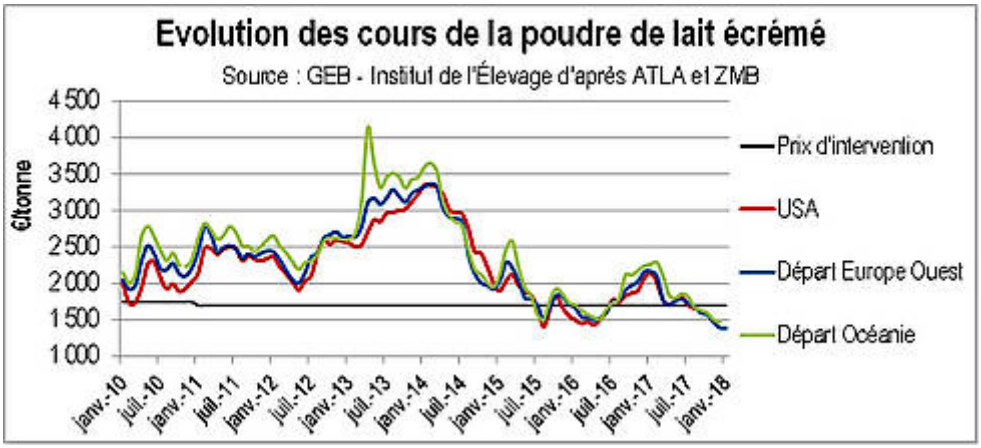
Vers une nouvelle tension sur le marché du beurre ?

Grâce à des disponibilités plus abondantes au 1er trimestre 2018, les échanges internationaux de beurre s'annoncent plus animés. Les utilisateurs constituent des stocks de précaution face une possible envolée des cours au 2nd semestre, lors de la traditionnelle baisse saisonnière des fabrications européennes. Les stocks de beurre chez les fabricants, toujours exceptionnellement faibles début 2018, risquent de le demeurer. L'évolution des stocks en entreprise dépendra aussi de l'ampleur de la croissance de la collecte européenne. Les cours du beurre pourraient demeurer modérés au 1er semestre, autour de 4 000 €/t. Ensuite, au 2nd semestre, ils s'apprécieront plus ou moins fortement, selon les stocks saisonniers de beurre qui auront été constitués ce printemps dans l'UE-28.

Le marché des protéines toujours plus déprimé

La relance de la collecte européenne plombe davantage le marché des protéines laitières, malgré une demande internationale mieux orientée, mais toujours insuffisante pour résorber le surplus accumulé depuis deux ans.

En 2017, l'UE-28 a certes fourni l'essentiel des volumes échangés sur le marché mondial. Cependant, malgré des fabrications plutôt contenues, les stocks de report accumulés en 2016 ont peu baissé. Certes, les stocks privés sont plutôt faibles, mais l'UE-28 regorge de stocks publics à l'intervention (378 000 t). De plus les stocks privés sont exceptionnellement élevés aux États-Unis (+50% à 150 000 t fin 2017).



Dans ce contexte, la cotation ATLA de la poudre maigre se déprécie mois après mois : -35 €/t en janvier après -55 € en novembre et décembre. Tombée à 1 350 €/t début février, elle est désormais 345 €/t sous le prix d'intervention. La dégradation des cours peut encore se poursuivre si la demande internationale ne suit pas la hausse saisonnière des fabrications, d'autant que l'intervention rouverte le 1er mars prochain sera restreinte. La Commission européenne a obtenu la désactivation des achats automatiques au prix d'intervention (1 680 €/t). Les achats ne se feront que par des adjudications, pilotées par la Commission européenne. Ils seront donc limités et ne soutiendront plus vraiment le marché. Par ailleurs, elle tente de remettre en circulation les poudres les plus âgées (>2 ans) avec un succès limité : en janvier, elle n'a accepté de vendre que 1 864 t à 1 190 €/t, alors qu'elle avait reçu des offres d'achat pour 25 764 t à des prix compris entre 700 et 1 350 €/t. La Commission européenne veut ainsi intervenir à minima sur le marché de la poudre maigre tant que le prix du lait ne se déprécie pas trop grâce à la bonne tenue du marché du beurre et des fromages.

Le marché mondial des poudres grasses est quant à lui peu animé. Les échanges internationaux sont en léger recul par rapport à 2016 malgré le dynamisme de la demande chinoise, algérienne et russe. L'Australie, l'Argentine et l'Uruguay en sont les principales pénalisées, probablement faute de disponibilités. La Nouvelle-Zélande a maintenu sa position dominante (2/3 de parts de marché) malgré un léger effritement de ses expéditions (-2% sur 11 mois), tandis que l'UE-28 a reconquis quelques positions (expéditions en hausse de 3% /2016) notamment en Chine (+24% à 22 500 t) et au Liban (+21% à 17 900 t).

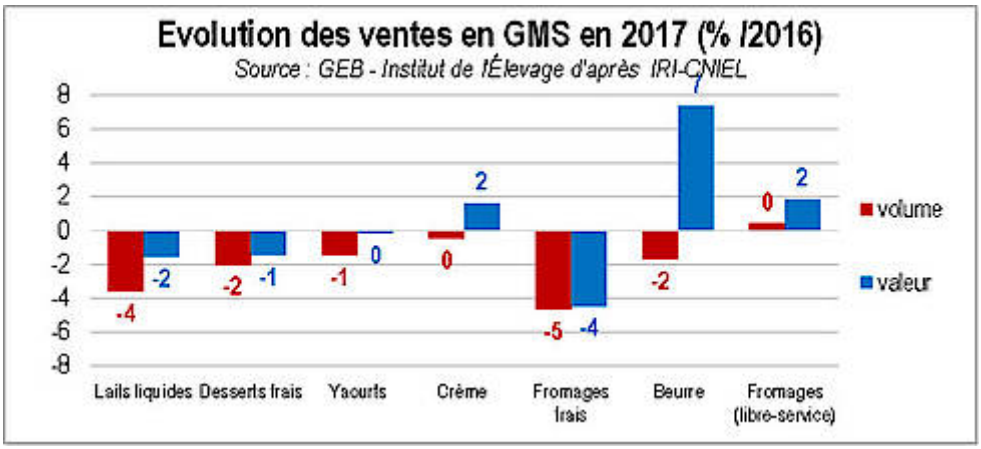
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

Consommation de produits laitiers déprimée en France

A l'exception du beurre, la consommation de produits laitiers termine mieux l'année 2017 qu'elle n'avait commencée. Malgré cette embellie, les ménages ont moins acheté de produits laitiers en 2017. En revanche, ils ont dépensé autant en raison de la hausse moyenne des prix de vente (+3% /2016), d'après les données IRI qui mesurent les ventes dans les GMS, Hard-discount et drive.

Des rayons laits conditionnés et ultra-frais délaissés

Les ventes de laits conditionnés ont été les plus affectées par la dé-consommation. Tous les segments sont impactés : laits standards, laits enrichis, laits de croissance et même le segment bio au 1er semestre. A l'époque, les transformateurs avaient réduit les livraisons de laits conditionnés « bio » faute de collecte suffisante.



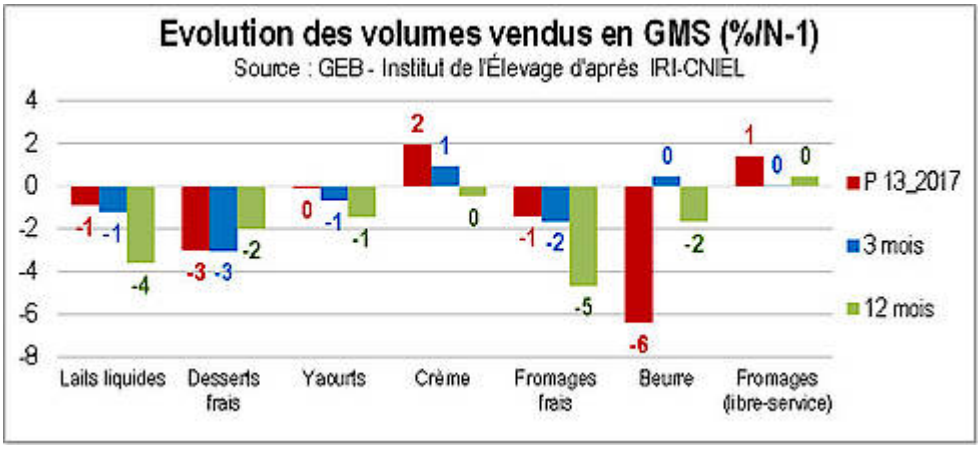
Le rayon des ultra-frais est également impacté avec un recul de 2,7% des volumes commercialisés sur l'année, malgré une hausse très faible des prix au détail (+0,8% /2016). Au sein de cet univers, les fromages frais subissent une véritable désaffection (-5% en volume). Suivent les laits fermentés (-2,4%), en raison de l'effondrement des achats de yaourts allégés (-12,5%) et de probiotiques (-6,6%), alors que ceux de yaourts basiques et bon marché ont mieux résisté (-1,9% /2016 en volume). Enfin, les ventes de desserts lactés s'effritent de 2% en volume comme en valeur ; les fabricants ayant renoncé à toute hausse des tarifs, malgré le renchérissement de la matière laitière incorporée.

Morosité au rayon des matières grasses

Les ventes de beurre ont reculé modérément en 2017 (-1,4% /2016 en volume), malgré la forte hausse des prix au détail (+9% /2016). Les tendances lourdes sont prolongées : érosion du beurre doux, stabilité du beurre salé, déclin du format plaquette, essor du format beurrier. Les ventes de crème ont été à peine maintenues en volume, sous l'effet d'une inversion de tendance : après avoir connu une période de baisse ininterrompue entre mi 2016 et mi 2017, elles ont retrouvé de la vigueur au 2nd semestre 2017.

Croissance faible des ventes de fromages

Seuls les fromages vendus en libre-service échappent à la morosité ambiante. En 2017, leurs ventes ont encore progressé de 0,4% en volume, comme en 2016, et de +1,8% en valeur. Les pâtes pressées non cuites (raclette en tête) sont les plus dynamiques (+5,6%), loin devant les chèvres (+1,3%) et les pâtes pressées cuites (+0,7%). A l'inverse, le déclin des ventes de pâtes molles s'accentue (-3,7%), tandis que l'érosion des pâtes persillées s'atténue (-0,8%).

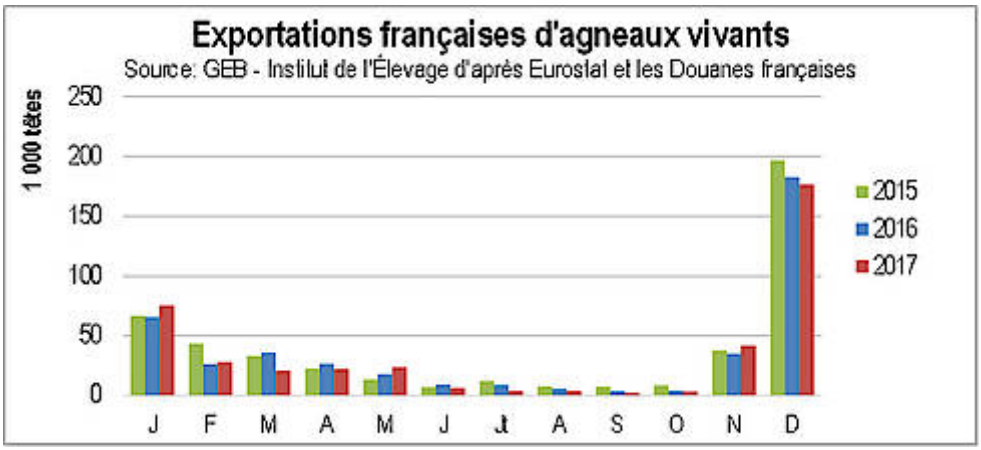


Poursuite de la baisse de la consommation de viande ovine, forte progression des sorties d'ovins adultes et probable contraction du cheptel, problématiques FCO… l'année 2017 semble suivre la tendance des années précédentes dans le secteur ovin français…

Moins d'agneaux vivants exportés en décembre

Les exportations françaises d'agneaux vivants ont lieu principalement en fin d'année (les mois de novembre et décembre concentrent 50 à 60% des envois annuels) et sont constituées essentiellement d'agneaux de lait issus des bassins laitiers, exportés vers l'Espagne et l'Italie pour une consommation traditionnelle autour des fêtes de fin d'année.

En décembre 2017, ces envois ont reculé de 4% par rapport à 2016, à 176 400 têtes (-2% vers l'Espagne à 164 800 têtes ; -20% vers l'Italie à 11 600 têtes). En cumul sur novembre et décembre, les effectifs étaient toutefois stables par rapport à l'année précédente. En hausse vers l'Espagne (+2% à 207 000 têtes sur 2 mois), les exportations ont à l'inverse chuté vers l'Italie (-27% à 12 000 têtes sur 2 mois), pénalisées notamment par les contraintes d'export liées à la FCO.



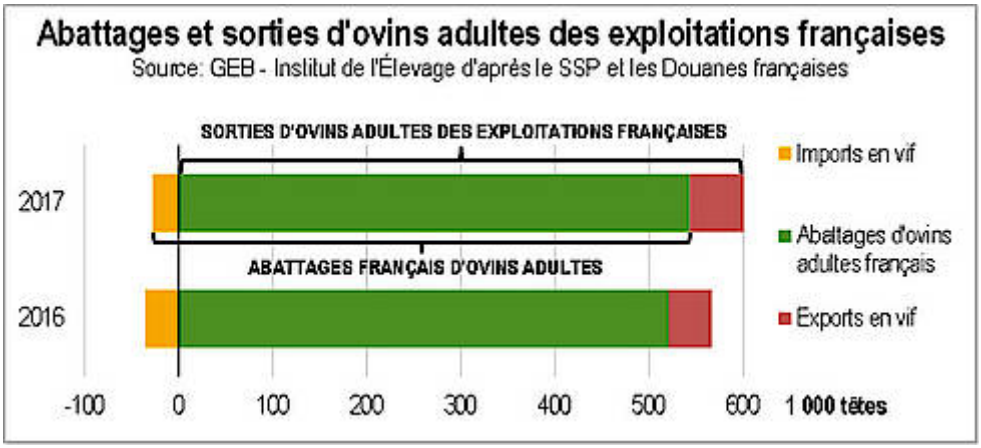
Sur l'ensemble de 2017, les exportations françaises d'agneaux vivants enregistrent un recul de 3% par rapport à 2016, à 409 800 têtes (+6% vers l'Espagne à 362 100 têtes ; -37% vers l'Italie à 42 300 têtes).

L'extension de la zone réglementée du sérotype 4 à toute la France au 1er janvier 2018 (comme pour le sérotype 8) pourrait continuer à limiter les envois début 2018 (perte de compétitivité à l'export liée à la nécessité de vacciner ou de réaliser une PCR sur les animaux).

Bond des sorties d'ovins adultes des exploitations françaises en 2017

À 571 000 têtes en 2017, les abattages d'ovins adultes ont progressé de 3% en France par rapport à 2016 (+ 14 800 têtes), malgré la chute des imports en vif (-22% à 27 800 têtes, soit -7 700 têtes /2016), témoignant d'une hausse encore plus marquée des abattages de réformes issues des exploitations françaises. Les exportations d'ovins adultes vivants ont également été très dynamiques (+25% à 57 100 têtes, soit +11 500 têtes /2016).

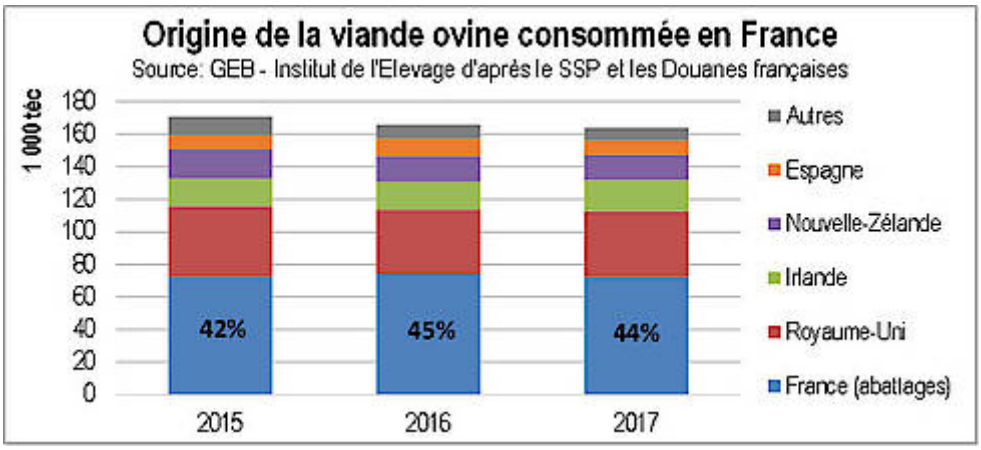
Au total, les sorties d'ovins adultes des exploitations françaises (abattages - imports en vif + exports en vif) ont ainsi grimpé de 6% par rapport à l'année précédente (+ 34 000 têtes), ce qui pourrait se traduire par un nouveau recul du cheptel reproducteur français (les chiffres de l'enquête cheptel de novembre 2017 seront publiés prochainement par le SSP), à moins que davantage d'agnelles de renouvellement n'aient été gardées.



À l'inverse, les sorties d'agneaux des exploitations françaises ont reculé de 2% en 2017 (-62 300 têtes /2016).

L'érosion de la consommation française de viande ovine se poursuit

En cumul sur l'ensemble de 2017, la consommation française de viande ovine calculée par bilan (abattages + importations - exportations) a reculé de 1,2% par rapport à 2016. Les données issues du panel Kantar confirme ce repli : sur la période allant du 26 décembre 2016 au 24 décembre 2017, les achats de viande d'agneau par les ménages français (hors restauration hors-domicile) ont baissé de 3,8% par rapport à l'année précédente, alors que leur prix moyen au détail était en hausse de 1,0%.



Alors que les importations françaises de viande ovine se sont stabilisées (à 91 600 téc en 2017), les abattages français ont reculé de 2% (à 81 000 téc). La part des abattages français a ainsi baissé dans le total de la consommation : de 45% en 2016, à 44% en 2017.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

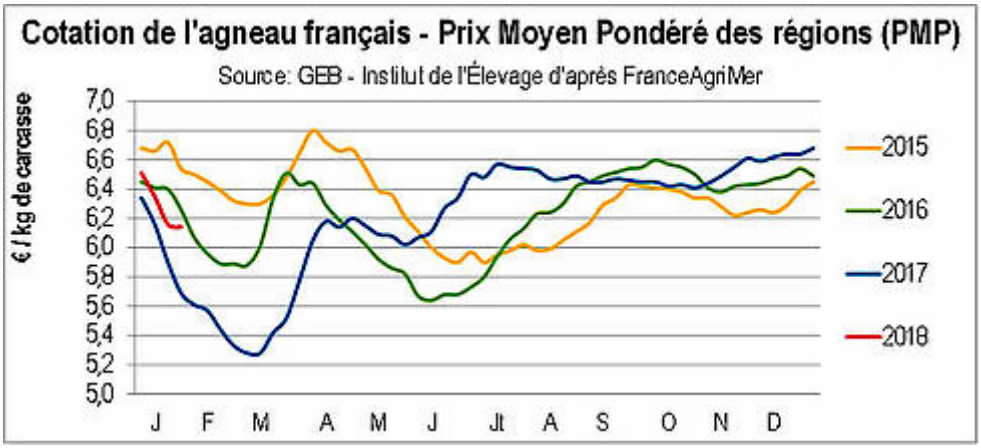
2018 : Un début d'année moins encombré qu'en 2017

2018 débute sous de meilleurs augures que 2017, avec des cotations de l'agneau nettement plus élevées en France, au Royaume-Uni et en Irlande, témoignant d'un marché moins encombré que l'année précédente. Toutefois cet équilibre pourrait toutefois être affecté par la hausse attendue de la production britannique ou un surplus d'agneaux sur le marché français avant l'approvisionnement de Pâques.

FRANCE : Une baisse saisonnière des cours en janvier moins marquée qu'en 2017

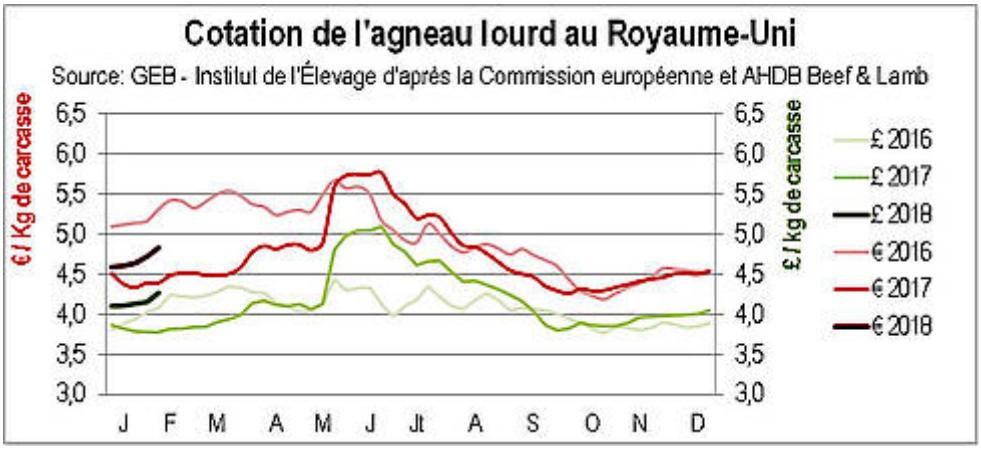
Début 2018, le cours de l'agneau français a amorcé sa baisse saisonnière, habituelle en cette période de consommation réduite, située entre les fêtes de fin d'année et Pâques. Le repli est toutefois moins marqué qu'en 2017, où la hausse des sorties d'agneaux français et la baisse des prix à l'import avaient entraîné une importante chute de la cotation dès les premières semaines de janvier. Cette année, les éleveurs d'agneaux de pays (issus du cheptel allaitant) semblent en effet avoir anticipé et décalé les sorties pour ne pas tomber en même temps que celles d'agneaux lacaunes engraissés (issus du cheptel laitier), et éviter ainsi de subir des prix trop dégradés.

Malgré un recul de 69 centimes depuis fin décembre, le Prix Moyen Pondéré des régions calculé par FranceAgriMer, était ainsi, à 5,99 €/kg de carcasse début février, supérieur de 38 centimes (+7%) à sa valeur de 2017. Il restait toutefois inférieur de 27 centimes (-1%) à sa valeur de 2016, et de 51 centimes (-8%) à son haut niveau de 2015.



UNION EUROPÉENNE : Les cotations européennes sont supérieures à leur niveau de 2017

Les cotations sont également en progression outre-Manche. Malgré des abattages dynamiques, le **cours de l'agneau britannique** était en effet supérieur de 13% à sa valeur de 2017 début février (à 4,27 £/kg de carcasse). La hausse était toutefois à nouveau moins importante en euros (+10% à 4,83 €/kg de carcasse, soit +44 centimes /2016) en raison de la légère dépréciation de la livre par rapport à la monnaie européenne.



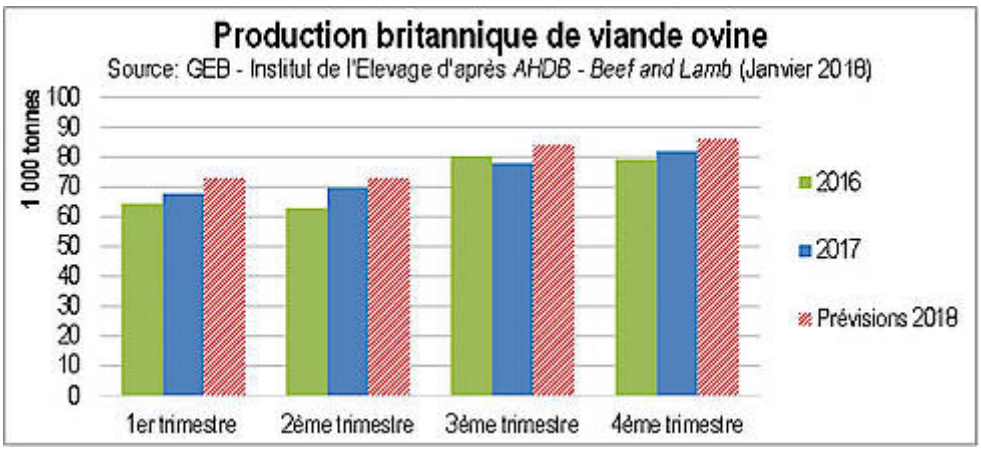
De même en **Irlande**, à 5,08 €/kg de carcasse début février, le cours du « *hogget* » (agneau de fin de saison) dépassait de 36 centimes (+8%) sa valeur de l'année précédente.

ROYAUME-UNI : Les prévisions de production pour 2018 restent orientées à la hausse

Malgré la révision, début janvier 2018, des données d'abattages britanniques du 2ème semestre 2017[1], *AHDB - Beef and Lamb* table toujours sur une augmentation de la production de viande ovine sur l'ensemble de 2018 au Royaume-Uni. S'il faut attendre le mois de mars pour connaître l'effectif du cheptel reproducteur britannique au 31 décembre 2017, celui-ci est en effet attendu en progression. Auquel cas, il devrait contribuer à l'augmentation des naissances sur l'année. Après un niveau très bas en 2017, les abattages d'ovins adultes devraient en outre progresser en 2018.

Si l'augmentation prévue de la production paraît toutefois un peu surestimée (+6% /2016 d'après *AHDB*), les exportations britanniques de viande ovine devraient néanmoins progresser en 2018, d'autant que la livre sterling se maintient à un niveau relativement faible par rapport à l'€, ce qui favorise les envois vers le marché européen.

La France étant le 1er marché du Royaume-Uni pour la viande ovine (54% des volumes exportés en 2016), on peut donc s'attendre à une hausse des flux vers le marché français en 2018.



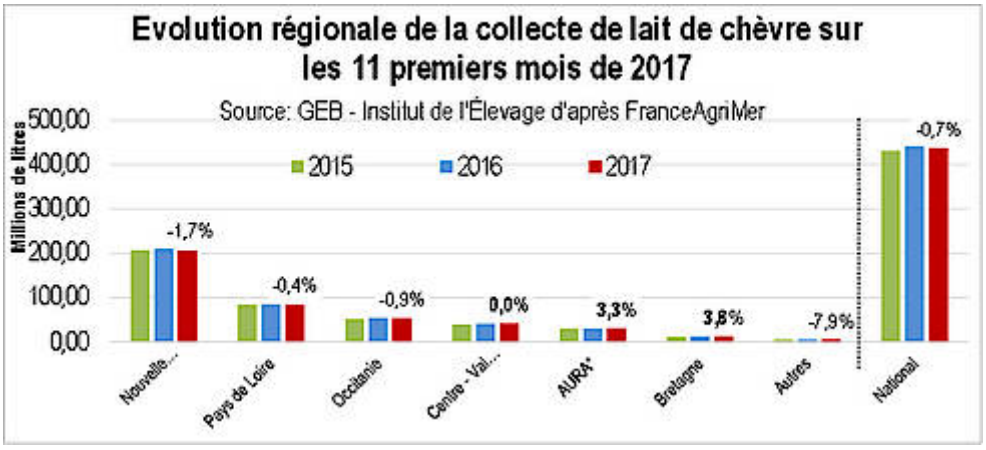
[1] *Contrairement à ce qui avait été précédemment publié, les abattages d'agneaux britanniques ont progressé fin 2017, soutenant la hausse de la production de viande ovine. Les reports d'abattages d'agneaux sur 2018 devraient donc être moins importants qu'annoncé fin 2017.*

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

Lait de chèvre, Des disponibilités abondantes grâce aux importations

Malgré un 4ème trimestre 2017 très dynamique, la collecte annuelle de lait de chèvre n'a pas égalé celle de 2016. Les laiteries ont davantage et ont ainsi reconstitué leurs stocks de produits de report.

Collecte : les principales régions de production retrouvent une bonne dynamique

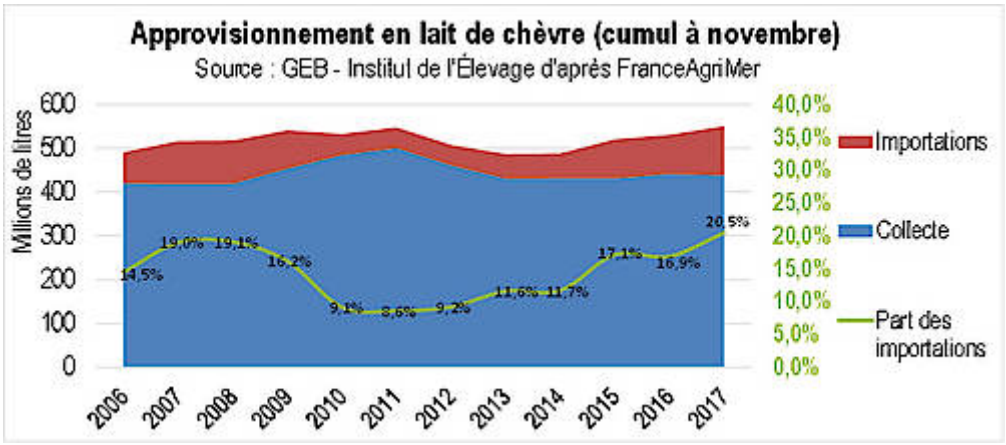


A près de 32 Ml en novembre, la collecte nationale a progressé de plus de 6% /2016, poursuivant ainsi sur sa lancée d'octobre où la croissance était du même ordre. Toutes les régions sont dans le vert avec des croissances de l'ordre de +4,5 % en Aquitaine et Centre-Val de Loire, +6% en Occitanie, +9% en Pays de la Loire et plus de 13% en Auvergne-Rhône-Alpes et en Bretagne. Ces deux dernières renforcent leurs dynamiques de croissance entamées depuis le mois de mai déjà tandis que les autres n'ont repris une dynamique croissante qu'à partir de juillet voire août.

A près de 438 Ml, la collecte nationale cumulée sur 11 mois n'est plus que 0,7% sous son niveau de 2016 (-3 Ml), mais au-dessus de celui de 2015 (+1,6%).

D'après les enquêtes hebdomadaires, la croissance de collecte aurait été moins marquée en décembre et n'aurait pas permis à la collecte annuelle d'égaler celle de 2016.

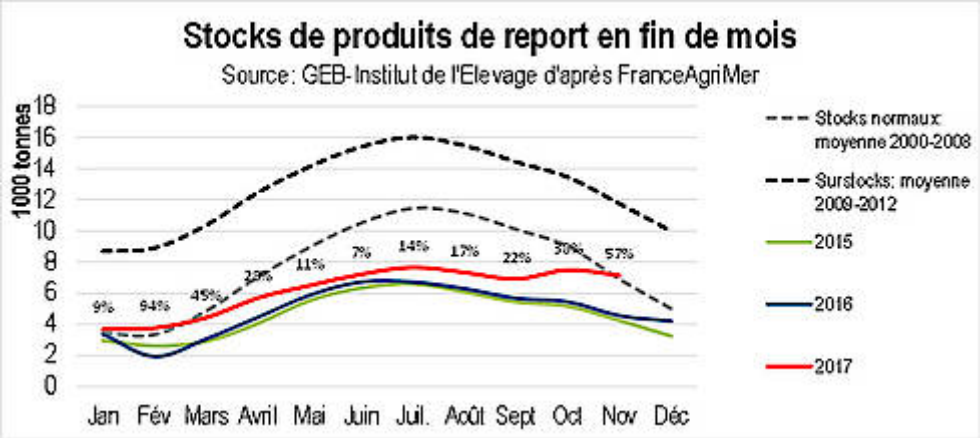
Fournitures : atteinte de sommet grâce aux importations



A plus de 550 Ml en cumul fin novembre, l'approvisionnement en lait (collecte + importations) des laiteries a dépassé de près de 4% le niveau de 2016 et a battu le précédent record de 2011 (547,5 Ml sur onze mois). C'est la croissance des importations (+26% en cumul fin novembre/ 2016) qui a largement contribué à l'atteinte de ce record. Fin novembre, elles atteignaient en effet 112 Ml-équivalent lait, soit plus que le volume record établi sur une année entière en 2008 (105 Ml-équivalent lait). Les importations dépassent ainsi la barre des 20% de l'approvisionnement des laiteries, une proportion jamais atteinte auparavant.

La bonne dynamique des fabrications (+0,5 % sur les fromages ; +7% sur les laits conditionnés et +14% sur l'ultra-frais en cumul fin novembre /2016) couplée à une collecte nationale à la peine est à l'origine de ces imports massifs de lait et de produits de reports.

Stocks : retour à des niveaux normaux



Conséquence du bond des importations, les stocks de produits de reports, qui ont fait l'objet de révisions ces derniers mois, ont été reconstitués d'après l'enquête mensuelle laitière. Fin novembre, ils étaient estimés à plus de 7 000 tonnes sous forme de caillé congelé, soit un niveau supérieur de 57% à celui de novembre 2016.

La moindre croissance des fabrications fromagères à l'automne (-2% /2016 sur septembre-novembre), après un début d'année très dynamique (+ 3% sur février-mai), a en permis la reconstitution de stocks au second semestre. Ceux-ci se retrouvent à des niveaux proches de ceux observés sur la période 2000-2008 considérés comme normaux pour les opérateurs de la filière[1].

La filière doit désormais veiller à les piloter finement au 1er semestre 2018, d'autant plus si la reprise de collecte nationale se confirme.

---

[1] A ce sujet, voir « *La filière lait de chèvre 2008-2013 : une difficile adaptation de l'offre à la demande* » / Les synthèses de FranceAgriMer, novembre 2014

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

PREVISIONS 2018 : Nouveau tassement pour la production française de viande bovine

Nous prévoyons un très léger recul de la production française de viande bovine en 2018 (-1% /2017). Comme en 2017, les sorties de femelles devraient rester stables, mais celles de mâles seront à la baisse, de même que celles de veaux de boucherie. La consommation française par bilan devrait poursuivre son érosion.

FRANCE 2018

1 000 téc	2014	2015	2016	2017e	2018p	2017/16	2018/17
Abattages	1 422	1 455	1 463	1 437	1 424	-2%	-1%
Dont : Femelles	760	786	807	806	806	=	=
Taurillons et Taureaux	415	418	403	387	379	-4%	-2%
Bœufs	70	71	73	67	65	-8%	-4%
Veaux de boucherie	178	179	180	176	174	-2%	-1%
Imports viande	366	345	322	313	312	-3%	=
Exports viande	229	236	236	232	235	-2%	+1%
Consommation	1 559	1 564	1 549	1 518	1 501	-2%	-1%
Export broutards (1 000 têtes)	969	1 041	1 070	1 080	1 058	+1%	-2%

Stabilité de la production de viande de gros bovins femelles

Les abattages de femelles pourraient égaler leur haut niveau de 2017, avec probablement un peu moins de femelles allaitantes et un peu plus de femelles laitières. En effet, la baisse du cheptel allaitant devrait se poursuivre à un rythme semblable à 2017, ce qui libèrera à peine moins de femelles que l'an dernier. Les réformes laitières devraient être très légèrement plus nombreuses qu'en 2017. La limitation des volumes contractuels par les transformateurs devrait provoquer une petite accélération de la baisse du cheptel. Si la situation devenait plus difficile, les réformes pourraient être plus importantes.

Moins de taurillons et de bœufs

La production française de taurillons pourrait baisser d'environ 2%. La production de JB laitiers poursuivra son déclin. Les JB viande seront plus nombreux au 1er semestre, mais en forte baisse au second semestre, ce qui pourrait accélérer les sorties et donc diminuer légèrement leur poids à partir de l'automne.

Après une chute de 8% en 2017, la production de bœufs se réduira à nouveau en 2018 (-4%), renouant avec le déclin observé depuis de très nombreuses années.

Baisse de la production de veaux de boucherie

La production de veaux de boucherie continuera sa baisse. Le recul des effectifs (prévu à -2%) sera partiellement compensé par l'alourdissement des carcasse (+1% /2016), renouant avec la tendance observée sur le long terme.

Cette nouvelle baisse de la demande des intégrateurs en veaux issus du troupeau laitier, qui s'ajoute à celle des engraisseurs de taurillons, devra être compensée par d'autres débouchés pour les veaux. Ainsi les exportations de veaux de moins de 80 kg devraient à nouveau progresser, principalement vers l'Espagne.

Moins de broutards exportés

Faute d'offre, les exportations de broutards devraient diminuer. L'offre sera en baisse en raison du fort repli des naissances allaitantes. La demande des engraisseurs français pourrait rester en retrait par rapport à la demande export, ce qui devrait limiter la baisse des exportations. En effet, les demandes italienne et espagnole devraient rester élevées et la concurrence irlandaise et des pays de l'Est orientée en partie vers la Turquie et Israël. Enfin, la décapitalisation allaitante en France pourrait libérer davantage de petites génisses qui seraient alors disponibles pour l'export vers l'Italie.

Nouvelle érosion de la consommation

Après un recul de 2% en 2017, la consommation calculée par bilan pourrait baisser moins vite en 2018. Les larges disponibilités en viande de femelles conduiront les Français à consommer un peu moins de viande de jeunes bovins, dont une plus grande part sera exportée.

Les exportations de viande pourraient augmenter légèrement grâce à un marché porteur pour le jeune bovin et à l'ouverture de nouveaux marchés.
Les volumes importés pourraient se stabiliser. L'offre de viande de vaches laitières en Europe pourrait être un peu plus importante en raison d'une situation fragile dans le secteur laitier et de la problématique environnementale liées aux phosphates aux Pays-Bas.

Ces prévisions ont été élaborées en janvier 2018 par le GEB-Département Économie de l'Institut de l'Élevage après concertation avec le Ministère de l'agriculture.
Elles sont intégralement publiées dans le Dossier Économie de l'Élevage n° 485 « Dossier Annuel Bovins viande » Janvier 2018

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)